

PRÉSIDENTE
Le président Tebboune en Allemagne pour des soins complémentaires

P. 24

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD
M. Boukadoum entame une visite de travail en Afrique du Sud

P. 24

VACCIN ANTI COVID-19
Le vaccin russe "Sputnik V" enregistré par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques

P. 11

CELEBRATION DE YENNAYER 2971

L'expression de dimensions culturelle et historique

L'Algérie vit au rythme des célébrations du nouvel an Amazigh à travers les différentes régions du pays qui accueillent Yennayer 2971, avec les mêmes

références historiques et civilisationnelles, dans un contexte particulier de confinement et de lutte contre la crise sanitaire du coronavirus. Les conditions

météorologiques de ces derniers jours augurent d'une année agricole, de bonnes récoltes et de prospérité, auxquelles appellent cette fête millénaire.

P. 4



CONCOURS DE DOCTORAT 2020/2021

Le dépôt des dossiers de candidature jusqu'au 14 janvier (ministère)

P. 3

MINES

Elaboration de 26 contrats de recherches de substances minérales

P. 6

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE

26 décès à travers le pays depuis début janvier

P. 8

SANTÉ

MAL DE DOS

Les 10 causes les plus fréquentes

P.p 12-13

FOOTBALL

USM BEL-ABBÉS

L'Académie de football inaugurée le 1^{er} février

P. 22



TRUMP BANNI DE TWITTER

L'UE plaide pour un "contrôle démocratique"

P. 17

MDN

ANP

Le Général Serir Aomar nouveau commandant de l'Ecole militaire polytechnique

P. 24

FÊTE DE YENNAYER

La journée du mardi chômée et payée



La journée du mardi 12 janvier, correspondant à Amenou n'Yennayer, jour de l'An amazigh, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, informe dimanche dans un communiqué, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Cette mesure, applicable conformément à la loi 63278 du 26 juillet 1963, concerne également les "personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris ceux payés à l'heure ou la journée", précise la même source.

"Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", tient à préciser le ministre du Travail.

MÉTÉO

Des chutes de neige sur les reliefs du Nord du pays dépassant les 900 mètres (BMS)



Des chutes de neige affecteront les reliefs du Nord du pays dépassant les 900 mètres d'altitude, à partir de la fin d'après-midi de ce lundi, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Selon le bulletin, placé au niveau de vigilance orange, la neige tombera sur les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mascara, Laghouat, Saïda, El-Bayadh, Djelfa, Tiaret et Tissemsilt, et ce, à partir de lundi à 15h00 jusqu'à mardi à 06h00, avec une épaisseur de 5cm à 15cm.

Les autres wilayas concernées sont : Tizi-Ouzou, Bouïra, Bejaïa, Bordj Bou Arreridj, Jijel et Sétif, et ce, du lundi à 18h00 à mardi à 9h00, avec une épaisseur de 5cm à 10cm, précise la même source.

Pluies orageuses sur le Nord du pays (BMS)

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses accompagnées localement de chutes de grêles, affecteront les wilayas du Nord du pays à partir de la fin d'après-midi de ce lundi, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Selon le bulletin, placé au niveau de vigilance orange, les pluies affecteront les wilayas de Chlef, Tizi-Ouzou, Alger, Boumerdes et Blida, et ce, à partir de lundi à 15h00 jusqu'à mardi à 06h00, avec des quantités estimées entre 20 et 30 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm.

Les autres wilayas concernées sont : Tizi-Ouzou, Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, Guelma et Souk-Ahras, et ce, du lundi à 15h00 au mardi à 12h00, où les quantités estimées oscilleront entre 20 et 40 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, précise le BMS, ajoutant que des rafales de vent sous orages sont également prévues durant cette période.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 16 blessés durant les dernières 48 heures



Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 16 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus dans certaines wilayas du pays durant les dernières 48 heures, a indiqué, lundi, un communiqué de la Gendarmerie nationale (GN).

Les accidents en question ont été enregistrés à Tamarrasset, Tizi Ouzou, Sétif, Illizi et Tissemsilt.

Cernant le trafic de psychotropes, les unités de la Gendarmerie nationale ont saisi, durant la même période, lors d'opérations distinctes, 1.546 comprimés psychotropes de différentes marques et 3 véhicules et arrêté 6 individus dans les wilayas de Bouïra, Jijel, Mascara et Ain Témouchent, précise la même source.

Les mêmes unités ont saisi, dans le cadre de la lutte contre la fraude et le trafic, 6.956 unités de boissons alcoolisées, 2.600 cartouches de cigarettes de différentes marques, 90 quintaux d'aliments de bétail, 22,5 quintaux de farine et une quantité de viande de volaille, outre un drone à caméra et 5 véhicules.

A cet effet, 12 individus ont été arrêtés dans 7 wilayas, à savoir: Tiaret, Annaba, Alger, M'sila, Mascara, Ouargla et Ghardaïa, selon la même source.

TIZI-OUZOU

Décès d'une femme heurtée par un camion



Une femme est décédée dimanche à Tizi-Ouzou, après avoir été heurtée par un camion, à la sortie Est de la wilaya, a indiqué la protection civile, dans un communiqué.

L'accident s'est produit vers 14H26 au niveau de la route de Timizar Loghbar, qui a servi de déviation pour les usagers de la route nationale N 12, qui était bloquée depuis samedi soir et jusqu'à dimanche 15h, à hauteur de Tala Toulmouts, par un camion-citerne qui s'est renversé sur la chaussée.

Les éléments de la protection civile de l'unité principale de Tizi-Ouzou sont intervenus pour le transfert du corps de la victime, décédée sur place, vers le CHU Tizi-Ouzou.

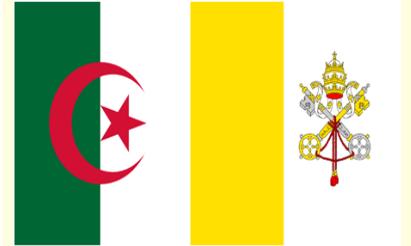
La circulation automobile, sur la RN 12 a été rétablie dimanche vers 15H00, a indiqué pour sa part le chargé de communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale, le commandant Nourredine Ouchene.

L'opération de dégagement a été effectuée par l'entreprise Naftal propriétaire du camion-citerne qui s'est renversé samedi, soit sur la RN 12 au niveau de Oued Aïssi, à hauteur de Tala Toulmouts, causant la mort du conducteur (44 ans) d'un véhicule léger.

Trois grues ont été mobilisées pour les besoins de cette opération de dégagements qui a induit la fermeture totale de ce tronçon autoroutier et la déviation de la circulation vers Timizart Loghbar et Tamda, a ajouté le commandant Ouchene.

ALGÉRIE - VATICAN

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur du Vatican en Algérie



Le Gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de M. Kurian Mathew Vayalunkal en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Vatican auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

EL TARF

Saisie de près de 4 kg de corail à El Chatt

Près de quatre (04) kg de corail destinés à la contrebande ont été saisis dans la localité d'El Chatt, (El Tarf) par les services de police, a-t-on appris dimanche, du chargé de la communication de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base d'une information faisant état d'un trafic de corail mené par un individu originaire de cette wilaya frontalière, une enquête a été déclenchée, a précisé le commissaire principal Mohamed Karim Labidi, soulignant que les investigations approfondies ont permis d'identifier le présumé coupable et de pister ses mouvements.

La personne suspectée a été arrêtée et une perquisition de son domicile, sis dans cette commune côtière a permis de récupérer 0,9 kg de corail royal, 1,7 kg de corail de très bonne qualité et 1,1kg de corail de taille petite et moyenne, a ajouté la même source sécuritaire.

Les services de police ont également récupéré deux balances électroniques ainsi qu'un lot d'équipements divers utilisés pour la pêche illicite de corail et différentes armes blanches prohibées dont des sabres, des bâtons et des couteaux, a signalé la même source.

Un dossier judiciaire a été, par ailleurs, élaboré et transmis aux services compétents du tribunal correctionnel de Dréan devant lequel le mis en cause, âgé d'une quarantaine d'années, aura à répondre du chef d'inculpation de "trafic de corail", a conclu le commissaire Labidi.

TIZI-OUZOU

Chute mortelle d'un jeune ouvrier



Un ouvrier en bâtiment est décédé des suites d'une chute d'un échafaudage, dans un chantier de la commune de Tizi-Ouzou, a indiqué, dimanche dans un communiqué la protection civile.

La victime âgée de 24 ans, est tombée, samedi, d'un échafaudage « lors des travaux de crépissage au 3 eme étage d'un immeuble en chantier au niveau du quartier sud-ouest », a-t-on précisé de même source.

Les éléments de la protection civile de l'unité principale sont intervenus pour l'évacuation du corps de l'ouvrier décédé vers le CHU Nedir Mohamed, a-t-on indiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Concours de doctorat 2020/2021 : prolongation des délais de dépôt des dossiers de candidature jusqu'au 14 janvier (ministère)

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a annoncé lundi la prolongation, jusqu'au 14 janvier courant, des délais de dépôt de candidatures pour la participation aux concours de doctorat pour l'année 2020/2021, indique un communiqué du ministère.

Cette prolongation intervient "en réponse à la demande légitime des étudiants désireux de se présenter aux concours et qui n'ont pas encore reçu leurs diplômes de master, en raison du retard accusé par certains établissements universitaires dans leur attribution", précise le communiqué. Elle s'inscrit également dans le sillage de l'écoute permanente par le ministère de tutelle des questions, préoccupations et problèmes des composantes de la famille universitaire", ajoute la même source.

Le ministère de tutelle avait précédé dans ce cadre à la créa-



tion d'une commission nationale d'habilitation des parcours de formation doctorale et une autre chargée de l'examen des offres proposées par les établissements de l'Enseignement supérieur, avec la détermination des postes de formation ouverts, outre l'examen du dossier de la formation doctorale au niveau de chaque établissement universitaire avec l'élaboration d'une charte des droits et obligations du doctorant, à même de permettre aux instances et organismes d'évaluation d'assurer le suivi pédagogique de l'étudiant.

DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS

Œuvrer à un décollage économique productif dans les zones d'ombre (Conseiller)

Le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre Brahim Merad a mis l'accent dimanche à Ksar Ain-Belbel dans la commune de Timgète (Est d'Adrar) sur la nécessité d'œuvrer à "un décollage économique productif dans les zones d'ombre pour assurer la stabilité de leur population".

S'exprimant lors d'une rencontre avec les habitants du ksar, première étape de sa tournée dans la daïra d'Aoulef, M.Merad a estimé qu'il appartenait de "focaliser l'intérêt sur les zones d'ombre, à travers l'accompagnement de la création de micro-activités productives dans ces zones et en faire un

facteur de stabilisation et d'attractivité".

Il a inspecté lors de sa visite du ksar d'Ain-Belbel une série de projets retenus, au titre du programme de développement des zones d'ombre, dans différents domaines, à l'instar de la santé, les ressources en eau, les travaux publics et la promotion de la femme rurale, avant de prendre connaissance des doléances de sa population en matière de développement et de désenclavement.

M.Merad a inspecté également divers projets relevant de secteurs vitaux au niveau d'autres ksour dans les communes d'Aoulef, Aguelbil et Tit, et a écouté les préoccupations

de leurs habitants qui se sont articulées notamment autour de la santé, l'éducation, l'agriculture et le tourisme, au regard de la spécificité de ces régions.

Le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre a fait savoir, à ce titre, que les doléances des populations de ces zones en matière de développement étaient recensées et que la mobilisation des financements nécessaires était en cours pour améliorer la situation de ces régions et y concrétiser un développement durable. M.Brahim Merad visitera lundi d'autres régions dans la commune du chef-lieu de wilaya d'Adrar et les communes avoisinantes.

AGRICULTURE

Aviculture : des mesures d'urgence pour soutenir les élevages face à la crise actuelle (Hemdani)

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani a présidé dimanche à Alger une réunion consacrée à la situation de la filière avicole au cours de laquelle il a annoncé des mesures urgentes pour permettre à la filière de dépasser la crise actuelle, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion d'examen de la situation à laquelle fait face la filière avicole suite aux conséquences de la crise sanitaire et la hausse des prix des matières premières composant l'aliment, M. Hemdani a affirmé que des mesures urgentes vont être prises pour permettre à la filière de dépasser la crise actuelle, notamment via la relance du système de régulation des produits agricoles (Syrpalac) pour absorber le surplus de production et éviter des pertes supplémentaires aux producteurs, a précisé la même source.

Au cours de cette réunion, tenue en présence des membres du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole (CNIFA), des directeurs des groupes économiques et instituts techniques concernés ainsi que des cadres du secteur, le ministre de l'Agriculture a également demandé l'examen d'une éventuelle exonération temporaire de la TVA sur les tourteaux de soja importés dont les prix ont flambé sur le marché international.

De plus, M. Hemdani a donné instruction pour suivre la mise en œuvre des dispositions prévues dans la convention cadre signée entre le ministère et la BADR notamment celle relatives au rééchelonnement des dettes des producteurs et l'octroi des crédits de campagne et celui de l'investissement à toutes les filières agricoles y compris l'aviculture, a ajouté le communiqué.

Pour la mise en œuvre de ces mesures d'urgence et le suivi de l'évolution de la situation de la filière, M. Hemdani a installé un groupe de travail composé des représentants de l'administration et des membres du CNIFA. En outre, le ministre de l'Agriculture a souligné "l'importance de cette filière stratégique qui aussi bien sur le plan économique que social et le rôle qu'avaient joué les éleveurs pour approvisionner le marché national pendant la crise sanitaire". Dans ce contexte, il a assuré que "les pouvoirs publics sont là pour accompagner les acteurs de la filière et travailler, en concertation avec les professionnels, pour garantir sa durabilité économique".

COMMERCE

Grève des personnels du commerce : taux de suivi de moins de 50% (ministère)

Le taux de suivi de la seconde phase de la grève des personnels du secteur du commerce à laquelle ont appelé l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) du 10 au 13 janvier n'a pas dépassé les 50% au niveau national, selon le ministère du Commerce. Les deux syndicats représentent "moins de 45% du personnel du secteur" et les personnes non syndiquées représentent "à peine 0,05% des effectifs", a indiqué à l'APS le chargé de communication du ministère Samir Meftah, en précisant que le taux national de suivi de ce débrayage ne saurait dépasser les 50%. De son côté, le secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du secteur du commerce (SNTC), Ahmed Allali, joint par l'APS, a considéré que le taux de suivi de la grève de cette seconde semaine a été "plus important" que la précédente "dépassant les 87% pour atteindre les 100% dans certaines directions, directions régionales et autres inspections frontalières". Assurant que "le service continu à être assuré", le chargé de communication du ministère a souligné aussi que les portes du dialogue "demeurent ouvertes". Le ministère du Commerce a indiqué avoir répondu à la "majorité" des revendications et qu'il ne reste que certains points qui "dépassent sa compétence", à l'instar de la question du statut ou de l'amélioration des revenus du Fonds de revenu complémentaires "FRC". S'agissant de l'attribution de la "prime Covid", une des revendications, elle est du ressort du président de la République, a fait savoir M. Meftah en soulignant par ailleurs que "le ministère a toujours défendu son personnel".

ACTION GOUVERNEMENTALE

Vers l'élaboration d'un programme pour la promotion des activités de la femme au foyer (ministre)

La ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Kaoutar Krikou, a annoncé dimanche à partir de Tipasa l'élaboration d'un programme d'action gouvernemental pour la promotion des activités de la femme au foyer.

En marge d'une visite de travail dans la wilaya de Tipasa, en compagnie de la ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Hoyem Benfriha, Mme Krikou a précisé qu'"elle se rendra prochainement dans plusieurs wilayas pour s'enquérir des préoccupations et des besoins des femmes au foyer en vue de l'élaboration d'un programme d'action visant à promouvoir leurs activités pour en faire un véritable acteur du développement".

Ces visites de terrain, a-t-elle dit, "entrent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a chargé les

membres du gouvernement, lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, de soutenir la femme au foyer pour lui permettre de contribuer à la production nationale". La ministre a en outre fait savoir que ce s visites qui la mèneront, après Tipasa, dans les wilayas de Jijel, Tizi Ouzou, Aïn Temouchent et Biskra, seront couronnées par une réunion de coordination, dans la capitale, avec la participation de représentants des secteurs ministériels concernés par le soutien à la femme au foyer comme l'agriculture, le commerce, le tourisme, la formation professionnelle, les start-up et la communication, ainsi que du Conseil national économique et social (CNES).

Cette démarche, inscrite dans le cadre de la solidarité gouvernementale, devrait déboucher sur un programme d'action pour la promotion des activités de la femme au foyer et son autonomisation pour en faire un véritable acteur du développement à

même d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale, a souligné Mme Krikou.

La femme au foyer a réalisé des micro-projets intéressants, notamment dans les zones d'ombre où l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) a contribué au financement de certains projets importants, a-t-elle précisé. Pour sa part, la ministre de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, Hoyem Benfriha a souligné la disposition de son secteur à coordonner les efforts au plan local, en garantissant un accompagnement des structures de formation à la femme rurale. Elle a rappelé que ses services ont créé, récemment, « la maison de l'accompagnement et de l'insertion », un espace destiné aux stagiaires et diplômés des établissements de formation pour un échange de vues et d'expertises de manière à aider à la création des entreprises et à l'insertion professionnelle.

Ce type d'espaces pourraient être exploités

pour attirer la femme rurale et lui permettre de bénéficier d'une formation et d'un accompagnement, a-t-elle indiqué, précisant que quatre annexes de la maison de l'accompagnement ont été ouvertes dans des régions éloignées à travers la wilaya de Tipasa.

Il s'agit de Beni Mileuk, Aghbal, Menaceur et Sidi Semiane. Mme Benfriha a également souligné que son département est disposé à créer de nouvelles spécialités de formation destinées à la femme rurale et à alléger les mesures et conditions d'inscription, à l'instar de l'annulation de la condition d'âge. Accompagné du wali de Tipasa Labiba Ouinaç, la délégation ministérielle a visité des structures de la formation professionnelle dans la wilaya et s'est rendue chez deux femmes au foyer ayant bénéficié de deux projets de ramendage et d'élevage financés par l'ANGEM.

CÉLÉBRATION DE YENNAYER 2971

ALGER

La famille algéroise, à l'heure des célébrations de Yennayer 2971

La double dimension culturelle et historique que revêt Yennayer, diversément célébrée dans toutes les villes d'Algérie, est mise en valeur à Alger par la célébration de la tradition et des rites populaires dans les atmosphères chaleureuses des réunions familiales, empreintes de joie et de convivialité.

Selon l'archéologue, ethnographe et actuelle directrice du Musée public national des Arts traditionnels et populaires (Mnatp), Farida Bakouri, chaque famille algéroise célèbre Yennayer, "selon les rites ancestraux propres à ses origines", dans une ambiance festive, ravivant notamment la tradition culinaire du fameux dîner du nouvel an berbère, communément connu sous l'appellation de "Imensi n umenzu n Yennayer".

Chez certaines familles, ajoute l'ethnographe, le traditionnel couscous, passé à l'huile d'olives et préparé avec une variété de légumes, est généralement accompagné du sacrifice (Asfel) d'un coq, un rite ancestral pour purifier la nouvelle année de tout esprit maléfique.

Ce grand banquet est ensuite "réparti en trois groupes" où les hommes, les femmes et les enfants se mettent séparément autour de grandes assiettes communes avec des cuillères plantées dans le couscous pour marquer et honorer la présence de chacun", explique-t-elle encore.

Na Saâdia, une habitante de la capitale, explique que la préparation de ce dîner copieux, autour duquel parents et enfants, oncles et tantes, cousins et cousines se réunissent, se fait "avec les cotisations de tous" pour se dérouler chaque année, après la disparition des grands parents, "chez l'un des chefs de famille proches" dont c'est le "tour d'accueillir chez-lui la soirée de ce grand événement".

"Des plats de 'tighrifines' (crêpes) et une soupe à base de pois chiches, de fèves séchées et de viande hachée", sont ensuite servis, avant de passer au rite du "trez", où les enfants, les plus jeunes notamment, s'assoient à l'intérieur d'une grande assiette et se font déverser sur la tête "un flot de bonbons et toutes



sortes de friandises pour augurer d'une année pleine de richesses, de joies et de réussites", ajoute la doyenne de la famille.

Une fois le cérémonial du "trez" terminé, chaque membre de la famille "enfile sa plus belle tenue traditionnelle" pour participer à un ensemble d'activités en lien avec la célébration de Yennayer, à l'instar de la "reconstitution de la légende de 'thamgharth+' ou 'laâdjouza' (la vieille), à travers des chants ou des jeux de rôles, la 'déclamation de poésies' ou d'"histoires anciennes" sur le travail de la terre et la récolte des olives, a-t-elle dit.

Toutefois, les rites relatifs à Yennayer ne semblent pas "évoluer à la même vitesse", car si le volet culinaire se perpétue sans peine en s'adaptant aux nouvelles habitudes gastronomiques, d'autres traditions sont "délaisées ou simplement en passe d'être oubliées", a fait remarquer la directrice du Mnatp. Ainsi et selon elle, qu'en est-il de la maison qui se voulait totalement nettoyée comme pour la purifier ? Ce qui n'est pas sans rappeler cette coutume de "dalla essaboune", pratiquée par la population de la Casbah d'Alger à l'approche du ramadhan, ou encore, la "nécessité d'achever impérativement", ce jour là, toute tâche ménagère ou travail manuel entamés.

Si ce patrimoine commun qu'on tient en héritage du passé subsiste encore, les générations suivantes, désormais gérantes et garantes de cette mémoire, ont la lourde responsabilité de non seulement le préserver, mais aussi et surtout de le valoriser et le promouvoir, de l'avis de différents participants à des expositions célébrant Yennayer à Alger. L'inscription de "Yennayer" et des rites qui accompagnent sa célébration sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ne serait, par conséquent, qu'un aboutissement naturel et légitime, après sa reconnaissance comme fête nationale officielle, poursuivent les exposants.

Yennayer, qui signifie "premier jour du mois", est le premier jour de l'an du calendrier agraire amazigh qui correspond au 12 janvier du calendrier grégorien. Il est fêté dans toute l'Afrique du Nord, et jusqu'aux Iles Canaries où subsistent des survivances de la tradition berbère, ainsi que dans certaines régions du Sahel.

L'Algérie est le premier pays d'Afrique du Nord à réhabiliter Yennayer, consacré journée chômée et payée depuis 2018, sans doute une "avancée significative dans la réhabilitation des fêtes propres au peuple algérien", conclut Farida Bakouri.

Manifestation "Izoran" : conférences, ateliers et expositions en célébration de Yennayer

La manifestation culturelle et scientifique "Izoran" (racines), organisée par le Centre des Arts et de la culture, en collaboration avec l'Institut d'Archéologie (Université d'Alger II), a débuté dimanche au Bastion 23 à Alger pour célébrer le nouvel an amazigh coïncidant avec le 12 janvier de chaque année. Au programme de la matinée, plusieurs conférences sur l'histoire ancienne de l'Algérie ont été animées par des chercheurs et enseignants dans le domaine de l'archéologie à l'université d'Alger.

Les conférenciers ont axé leurs interventions notamment sur le style urbanistique et agraire, dont les métiers étaient intimement liés au climat et à l'irrigation. A ce propos, les intervenants D. Djahida Mehentel et D. Hakima Touahri ont choisi pour thématique l'habitat numidien constantinois, étayant leur exposition par des illustrations notamment des sites Cirta et Tiddis, témoins de l'authenticité et la particularité du dénommé "Pic de la maison". De son côté, l'enseignante Nedjma Serradj s'est intéressée au patrimoine algérien à travers les symboles et bustes représentant le rituel et les idolâtries d'une certaine époque. Faisant partie du patrimoine berbère, Tifinagh et des sculptures amazighes ont constitué des thèmes de nombre d'ateliers auxquels a pris part le musée du Bardo, en sus d'une exposition de livres des bibliothèques de Bastion 23. Au rendez-vous de cet événement culturel, l'artiste peintre Noureddine Hamouche a organisé une vente-dédicace, sous le thème "Paroles des symboles", le fruit d'un travail artistique et de recherche dans la symbolique berbère décorant la vais-

elle, le tissu et les parois de la vieille maison algérienne. L'artiste a tenté, à travers ces signes qu'il a accompagnés de poèmes, de donner libre cours à la symbolique pour exprimer de la plus belle façon les significations et messages présents jusqu'au jour d'aujourd'hui. De son côté, la directrice par intérim du Centre des Arts et de la Culture "Palais des Rais", Faiza Riache a précisé que cette manifestation était une occasion "pour faire la lumière sur les anciennes villes d'Algérie, à travers le modèle de Constantine ainsi que les symboles du patrimoine algérien". Cela constitue, également, une occasion pour faire connaître le patrimoine, les coutumes et les traditions liées au Nouvel an amazigh. Cette manifestation se poursuivra le soir au Café de la littérature amazighe sur la plateforme ZOOM, en présence d'un groupe de poètes et d'écrivains activant dans le domaine de la littérature amazighe. A l'occasion du nouvel an amazigh, le Palais des Rais organisera jeudi une manifestation dédiée à la célébration, les coutumes et les traditions de cette fête dans la montagne "Chenoua" de Tipaza. Pour Mme Riache, cette manifestation vise à "mettre en avant le patrimoine culturel amazigh de la région de Djebel Chenoua". Le programme de cet événement prévoit des conférences sur les rituels et la célébration de Yennayer à Djebel Chenoua, ainsi qu'une exposition intitulée "Dar Echenoui", laquelle présentera des collections de la maison familiale de Djebel Chenoua, y compris la poterie, les accessoires, des outils de travail et des plats de la cuisine locale.

TÉBESSA

20 cordons bleus en lice pour le meilleur plat traditionnel

Vingt (20) cuisiniers, véritables cordons bleus sont en lice pour décrocher le premier prix du concours du meilleur plat traditionnel, ouvert dimanche à Tébessa, dans le cadre de la célébration du nouvel an amazigh "Yennayer 2971", à l'initiative de la direction locale du tourisme.

Les chefs cuisiniers ont rivalisé de rigueur et d'ingéniosité pour préparer des mets traditionnels, couscous, chakhchoukha Berkoukeche mais aussi, makroud, braj, r'fis et meloukha, dans une ambiance festive, lors d'une cérémonie tenue à l'hôtel "El Amir", au chef lieu.

"La célébration de Yennayer cette année intervient dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la pandémie du coronavirus et l'impératif respect des mesures barrières" a in-

diqué à l'APS la directrice locale du tourisme, Amina Belghith, ajoutant que "ces mesures ont imposé la limitation du nombre des concurrents".

La même responsable a ajouté que le couscous, récemment inscrit à la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a été choisi comme le thème principal du concours, soulignant que "les participants ont décliné à l'infini, ce plat millénaire, rassembleur et convivial".

Cette manifestation entièrement vouée aux papilles gustatives sera clôturée lundi avec l'annonce des lauréats, dans une cérémonie, prévue au siège de la wilaya. Un jury est désigné pour départager les concurrents.

BOUIRA

L'antique Auzia se met à l'heure de Yennayer (REPORTAGE)

La ville antique Auzia, actuelle Sour El Ghouzlane, située au sud de Bouira, vit depuis quelques jours au rythme des préparatifs des festivités célébrant le nouvel an amazigh (Yennayer 2971) avec au programme une série d'expositions dédiées au patrimoine culturel amazigh.

Au théâtre de verdure de la ville, ce sont les associations locales, à leur tête "Dhiaie El Fan", qui ont pris l'initiative cette année pour organiser deux grandes expositions, dont l'objectif est de faire connaître le patrimoine culturel amazigh de la région en matière d'habits et plats traditionnels locaux.

Cette manifestation, organisée depuis jeudi, continue à drainer une foule nombreuse, dont des familles, qui viennent découvrir les traditions ancestrales ressuscitées chaque année à l'occasion de Yennayer. "Nous sommes fiers que notre ville abrite ce genre d'activités, qui représentent notre histoire culturelle et identitaire", a confié Khaled, un jeune de la ville de Sour El Ghouzlane.

Dans cette ville, qui recèle plusieurs sites et vestiges historiques dont les grandes murailles et les quatre portes légendaires qui remontent à l'ère coloniale, la célébration du nouvel an amazigh demeure un fait marquant notamment au sein des familles de cette région, qui le fêtent dans un climat de joie et de fraternité.

"Nous fêtons Yennayer comme tous les Algériens. La célébration est souvent marquée par la préparation du fameux et traditionnel couscous avec de la sauce rouge, dont la recette diffère d'une région à l'autre", a expliqué le jeune Khaled à l'APS. Le passage au nouvel an amazigh, qui coïncide avec la date du 12 janvier de chaque année, revêt de l'im-

portance pour les foyers dans cette région.

Les vieux et vieilles ainsi que les jeunes de Sour El Ghouzlane, ont exprimé leur grande fierté d'appartenance à cette région, qui, disent-ils, "regorge des vestiges historiques retraçant sa culture et son identité". Le mausolée légendaire du roi berbère Takfarinas, érigé par le chef de l'armée romaine, Gargilius Quintus, après sa victoire sur une tribu amazigh de Frakssen vers les années 439, est "témoin de l'histoire antique de cette région", a expliqué de son côté l'historienne et archéologue, Aziza Benid, attachée de conservation à la direction de la culture de Bouira. Selon les témoignages livrés à l'APS par Fatma, une septuagénaire venue de El Hakimia pour participer aux expositions de Yennayer, cette fête séculaire ne passe pas inaperçue dans la région de Sour El Ghouzlane, où beaucoup de familles commencent les préparatifs bien avant le jour de la célébration.

"Outre le couscous à la sauce rouge avec du poulet, nous préparons également des gâteaux traditionnels (Makroud, galettes, ainsi que du berkoukes sucré et salé) pour célébrer le jour de Yennayer en famille", a raconté Fatma. Les femmes, "s'habillent en robes traditionnelles spécifiques pour la région", a-t-elle dit.

Par ailleurs, une visite guidée au tombeau de Takfarinas sera organisée lundi par le club de la presse de Bouira et la direction de la culture à l'occasion de la célébration de Yennayer. "Cette visite sera au profit des journalistes ainsi que des historiens et archéologues de la wilaya", a expliqué la directrice de la culture, Mme Salima Gaoua

NOUVELLE-VILLE DE TIZI-OUZOU Perturbation de l'alimentation en eau à compter de demain, pour travaux

L'alimentation en eau potable de l'ensemble des quartiers de la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou, sera perturbée à compter de mercredi prochain et pour une période de 15 jours, pour travaux, a indiqué l'unité de wilaya de l'Algérienne Des Eaux (ADE).

Des travaux de réhabilitation des réseaux et des installations d'AEP, entraîneront un "dérèglement dans les programmes de la distribution d'eau potable", au niveau de l'ensemble des quartiers de la nouvelle-ville, à savoir les cités 2000 logements, 600 logements EPLF, 450 EPLF, 600 logements GENIESIDER, les lotissements Amyoud, Touat et Bouzar (1 et 2).

Cette perturbation concernera aussi les boulevards Begaz, Krim Belkacem et des Frères Belhadj ainsi que les Quartiers A, B et C, Anar Amellal, a-t-on précisé de



même source. Les travaux qui seront lancés mercredi prochain, "rentreront dans le cadre du programme de réhabilitation des réseaux et d'installations d'AEP du chef-lieu de la Wilaya",

a-t-on ajouté. Au titre de ces travaux, l'unité de Tizi-Ouzou de l'ADE procédera au "rééquipement et l'installation de nouveaux équipements à l'intérieur des réservoirs 2x1500 M3 d'Azib Ahmed,

et ce, afin d'optimiser son rendement" selon le même communiqué.

Cette deuxième phase, à l'instar de la première achevée en 2017, comprend plusieurs chantiers à moyens terme, à savoir, le renouvellement de l'ensemble des équipements des installations hydrauliques actuelles. Cette opération de réhabilitation et de rénovation touchera les réseaux d'AEP (conduites de refoulement, adduction et distribution) et prévoit la construction de nouveaux réservoirs ainsi que le rééquipement de stations, a-t-on précisé de même source.

EL-OUED Plus d'un millier de logements et 3.300 aides à l'habitat attribués en 2020

Pas moins de 1.050 logements et 3.331 aides financières destinées à l'auto-construction ont été attribués l'an dernier dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Les logements en question se répartissent entre les formules de type public locatif (710 unités) et promotionnel aidé (340), a-t-on a précisé. Les aides financières concernent elles l'aide à l'habitat rural (631 unités) et les aides à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux (2.700), ont fait savoir les services de la wilaya en faisant également état de l'octroi

de 500 décisions d'attribution de lots de terrain à bâtir. Le wali d'El-Oued, Abdelkader Rakkâa a affirmé qu'un intérêt particulier est accordé à l'accélération de l'exécution des programmes d'habitat avec toutes les commodités, en application de la stratégie nationale visant le règlement de la crise du logement. S'exprimant lors de visites de terrain pour inspecter l'évolution des programmes d'habitat, la dernière en date dans la daïra de Hassi-Khelifa, M.Rakkâa, le wali a ajouté que les services techniques de la wilaya ét aient mobilisés pour étudier les

contraintes freinant la dynamique de réalisation des logements, notamment celles en rapport avec la nature de la propriété foncière, et résoudre cette question par, le cas échéant, un changement de site et la prise de mesures réglementaires à l'encontre des contrevenants. Depuis 2017, il a été procédé à l'attribution de 25.000 unités d'habitat de différentes formules, avec en tête les formules d'habitat rural et de lotissements sociaux, selon les services de la wilaya qui signalent aussi qu'un millier de logements sociaux de type public locatif sont prêts à être attribués.

CONSTANTINE Nouvelle usine de production de carbonate de calcium micronisé

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a procédé dimanche à Ouled Rahmoune, dans la wilaya de Constantine, à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'une nouvelle usine de production de carbonate de calcium micronisé.

La nouvelle usine, implantée dans l'environnement immédiat de l'unité de production et de commercialisation des granulats et de carbonate de calcium, "produira annuellement 100.000 tonnes de produits micronisés de haute qualité" utilisés dans divers domaines industriel, agricole et pharmaceutique également, a fait savoir le ministre à la signature du contrat de partenariat pour la réalisation de cette usine entre l'Entreprise nationale des Granulats (ENG) et l'Entreprise nationale de charpente et de chaudronnerie ECC/CR.Metal.

Mettant en avant "l'importance de ce projet", appelé à accompagner l'effort de l'Etat orienté vers la relance des industries de transformation, le ministre a insisté sur la l'impératif respect des délais de réalisation (fixés à 30 mois) et la qualité des travaux qui doivent être conformes aux normes internationales.

La production du carbonate de calcium micronisé "est un nouveau créneau que l'Algérie s'approprie à exploiter dans le cadre de ce projet structurant qui viendra renforcer le potentiel minier national et, par ricochet, soutenir la croissance économique pour un développement durable", a souligné M. Arkab,

tout en mettant l'accent sur l'importance de la formation pour rentabiliser ce genre d'investissement.

Affirmant que des projets de réalisation d'usines de fabrication de divers types de matières premières seront lancés "prochainement" dans plusieurs wilayas du pays, le ministre a indiqué que l'objectif était de "réduire la facture d'importation, soutenir l'élan des industries de transformation et ouvrir de nouveaux postes d'emplois".

La future usine de production de carbonate de calcium micronisé permettra de répondre aux besoins nationaux en la matière, et assure une diversification dans l'offre au service de l'économie nationale, a souligné M. Arkab, précisant que son département "oeuvre, à travers ce genre d'investissement, à moderniser et à rentabiliser le secteur minier, maillon fort des industries".

La réalisation et l'équipement de cette usine a nécessité un investissement de 5 milliards de dinars, selon les responsables concernés qui ont fait état de l'importation, à ce jour, par l'Algérie de 270.000 tonnes de produits de bicarbonate de calcium.

L'unité de production et de commercialisation des granulats et de carbonate de calcium de Constantine produit annuellement 300.000 tonnes de cette substance multi-fonctionnelle permettant de couvrir environ 40% des besoins nationaux, selon les précisions fournies sur place.

SKIKDA 30 opérations de développement réalisées dans les zones d'ombre de Ramdane Djamel

Pas moins de 30 opérations de développement ont été réalisées courant 2020 dans des zones d'ombre de la daïra de Ramdane Djamel, wilaya de Skikda, a indiqué dimanche la cheffe de daïra, Mme Mama Houara. La daïra compte au total 21 zones d'ombre dont 17 se trouvent dans la commune de Ramdane Djamel et 4 dans celle de Béni Bachir, a-t-elle déclaré, précisant que 15 opérations mobilisant 51 millions DA ont été exécutées dans la commune de Ramdane Djamel portant sur la rénovation de réseaux d'eau potable et d'assainissement, la réhabilitation de 1,8 km de la route Bouâssida Hassan et la dotation de neuf foyers de la zone d'ombre Ain El Ouahch de kits d'éclairage solaire. Ces actions ont aussi porté sur l'installation de panneaux solaires d'éclairage public à Beday Chaabane et l'acquisition d'un tracteur avec citerne pour alimenter en eau la ferme Boussekine parallèlement à la réhabilitation en cours du chemin communal desservant le chemin de wilaya CW-142 pour 21 millions DA, a fait savoir la même responsable. La commune de Béni Bachir a bénéficié de 10 opérations ayant mobilisé 32 millions DA pour notamment rénover le réseau d'eau potable de la localité de Guerbaa et la pose de 135 poteaux d'éclairage public à Dekhira. Un réseau d'eau potable a été réalisé dans le même cadre à Demrana qui a bénéficié de la construction d'une route de 600 mètres pour son désenclavement tandis qu'un puits artésien a été foncé à la cité Ali Abdennour. Des travaux sont actuellement en cours pour réhabiliter 2 km du chemin communal entre Guerbaa et Mesdaâ Rassou au titre d'une nouvelle opération de l'exercice 2021, a ajouté la même source.

LAGHOUAT Apiculture : développement de la production de miel dans les régions steppiques et sahariennes

Les participants à des journées de vulgarisation et de formation dans la filière apicole, tenues à Laghouat, ont mis l'accent dimanche sur le développement de la production mellifère dans les régions steppiques et sahariennes pour promouvoir les capacités d'exportation. L'universitaire Abdenour Kasni, du département des sciences économiques de l'université de Laghouat, a mis en avant les possibilités de développement de la production mellifère dans les zones steppiques et sahariennes et de leur contribution aux capacités d'exportation de l'Algérie. Il a mis en exergue également l'importance du miel en tant que produit très prisé sur les

marchés mondiaux, eu égard à ses vertus et multiples usages, dont ceux de l'industrie pharmaceutique et pâtisseries. L'apiculteur, Mohamed Bensaâd, membre de l'association nationale des apiculteurs a affirmé, pour sa part, que les pouvoirs publics œuvrent à réunir toutes les conditions nécessaires à un véritable investissement dans la filière apicole, à la faveur des facilités administratives et de l'accompagnement pratique et académique, dont les journées d'études et de vulgarisation sur la filière. M.Bensaâd a mis l'accent aussi sur l'exploitation des zones peuplées de jujubier sauvage de la wilaya de Laghouat, et la délimitation de grands

perimètres d'élevage apicole et de production mellifère. Le directeur des services agricoles (DSA), Laid Bouazza, a indiqué que ces journées ont été mises à profit pour aborder des thèmes afférents aux notions de base de la filière apicole, les technologies modernes d'apiculture et le transfert de la passion de l'apiculture en véritable investissement dans le domaine. Initiée par la DSA, avec le concours d'agronomes, d'apiculteurs et d'universitaires, cette rencontre (8-10 janvier), abritée par la chambre de l'agriculture de Laghouat, s'est déroulée en présence de nombreux apiculteurs et personnes intéressées par la filière, selon les organisateurs.

BOUMERDES Zones d'ombre: vers le raccordement de plus de 15.500 foyers au réseau de gaz naturel

Des travaux sont actuellement en cours à Boumerdes, en vue du raccordement de 15.553 foyers, à travers 110 zones d'ombre, sur un total de 147 recensées, au réseau de distribution de gaz naturel, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur de l'énergie de la wilaya.

"La réalisation de ce projet, inscrit au titre du programme de développement d'urgence, nécessitera une enveloppe de pas moins de deux milliards de DA", a indiqué Bibi Moussa, dans son exposé sur le projet de raccordement de 160 foyers au réseau de gaz naturel, au niveau de trois zones d'ombre, à savoir les villages Fouskour, Ichaabatene et Ait Ouramdane de la commune d'Arif, à l'Est de Boumerdes, dans le cadre d'une visite d'inspection d'un nombre de projets à travers les communes de la wilaya.

La première étape de ce projet, a-t-il ajouté, a permis le

raccordement audit réseau, à la fin décembre écoulé, de 47 zones d'ombre sur les 110 suscitées. "Les zones restantes seront raccordées durant le premier semestre 2021", a-t-il fait savoir. A noter que le taux de couverture en gaz naturel à Boumerdes a enregistré une amélioration, en passant à 90% en 2019, puis 95% à fin 2020.

Des démarches sont en cours, actuellement, en vue d'atteindre l'objectif fixé pour le secteur, qui est de porter ce taux à près de 99%, durant cette nouvelle année 2021, avait affirmé le wali Yahy Yahiati dans une déclaration précédente. En 2014, le nombre de foyers raccordés au gaz naturel, à Boumerdes, était de 70.000 avant d'être porté à 111.000 à la fin 2015. Un chiffre appelé à une nette hausse, après réception de la totalité des projets programmés durant cette 2021, selon les prévisions de la direction du secteur.

MINES

Elaboration de 26 contrats de recherches de substances minérales (ministre)

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab a fait état, dimanche à Constantine, de l'élaboration de 26 contrats de recherches de substances minérales à travers le pays.

Le secteur des mines a déjà élaboré 26 contrats de recherches de nouvelles substances minérales dans la perspective d'élargir la base minière algérienne et trouver des extensions dans les gisements existants en vue d'augmenter la production nationale en la matière", a précisé le ministre lors d'une conférence de presse en marge d'une visite de travail dans cette wilaya.

Les contrats de recherche ont été établis par l'Agence des activités minières (AAM) et l'Office national de la recherche géologique et minière (ONRGM), a déclaré le ministre, qui a insisté sur l'impératif "d'augmenter et de multiplier" la production des matières premières considérées comme la base du développement durable.

L'investissement dans le domaine minier constitue aujourd'hui une "obligation", d'autant plus, a ajouté le ministre que l'Algérie s'attèle à relancer les industries de transformation, nécessitant la disponibilité des matières premières en quantités suffisantes.

Dans ce cadre, M. Arkab, qui a indiqué que l'Algérie possède un "important potentiel minier", a fait état d'une vaste opération de mise à jour du domaine minier lancée à l'aide des technologies de pointe et de la géophysique aéroportée (système d'acquisition de données géophysiques à l'aide d'un avion).

Il s'agit là, d'un "balayage total devant permettre l'identification avec précision des indices et les gisements existants et l'élargissement de la carte minière nationale", a précisé le ministre, réitérant l'engagement de son département ministériel à "ouvrir le champ d'investissement dans ce domaine dans le strict respect de la loi en vigueur".

A son arrivée à Constantine, le ministre des Mines, Mohamed Arkab a posé, à Ouled Rahmoune, la première pierre d'un projet de réalisation d'une nouvelle usine de production de carbonate de calcium micronisé.

Le ministre a également visité une usine de production de carbonate de calcium de statut privé implanté dans la même région (Ouled Rahmoune).

Prospection de l'or par des coopératives de jeunes : lancement de l'opération "dans les jours à venir" (ministre)

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué dimanche à Constantine que l'opération de prospection de l'or par les coopératives de jeunes sera lancée "dans les jours à venir dans des régions du Sud algérien".

Faisant état de 178 carrés réservés jusque-là à l'artisanat de l'or, le ministre, qui s'exprimait dans un point de presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya, a affirmé que l'opération est sur le point d'être lancée, et ce, dès la finalisation des dernières retouches en rapport avec les "dispositions de sécurisation".

Sautant les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la lutte contre l'exploitation anarchique de cette ressource minière, M. Arkab a indiqué que son département ministériel s'attèle à lancer l'activité industrielle dans la prospection de l'or, selon des normes technologiques de pointe, en collaboration avec des technologues avérés. Réorganiser le secteur minier à travers la révision de la loi minière et capter davantage les investisseurs en vue d'optimiser la production figurent parmi les principales actions menées par le ministère des Mines, qui s'oriente vers l'implication des micro-entreprises au processus d'investissement minier, a souligné le ministre.

FINANCES

Les entreprises économiques appelées à adhérer efficacement au processus du développement (Benabderrahmane)

Le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a appelé dimanche à Alger les entreprises économiques à adhérer au nouveau processus de développement afin de sortir rapidement de la situation que traverse l'économie nationale actuellement.

Intervenant lors d'une journée d'information organisée par son département sur la loi de finances 2021, le ministre a déclaré "j'invite l'ensemble des opérateurs économiques et partenaires sociaux à adhérer efficacement au processus économique du pays pour pouvoir sortir de la situation actuelle dans les meilleurs délais".

En contrepartie, dira-t-il, les opérateurs recevront de la part de la direction "toutes les facilités et tout l'accompagnement" nécessaires pour "mettre notre pays sur les rails du développement loin de la dépendance, des verrous bureaucratiques et de la corruption". Plus explicite, M. Benabderrahmane a mis l'accent sur le rôle des entreprises économiques, principale source de création d'emplois, de richesse et d'un climat des affaires favorable.

Et d'affirmer "la relance économique escomptée s'appuie sur le lancement de projets d'investissement structurels créateurs de richesse et de postes de travail, à travers un partenariat public-privé et dont l'impact sera palpable à court, moyen et long termes".

De même qu'il a mis en avant "la volonté du gouvernement d'élargir le cercle du dialogue et de la concertation avec les différentes parties prenantes dans le créneau économique, de s'ouvrir davantage avec son environnement dans le but de rendre la communication plus accessible, briser le blocus bureaucratique et jeter les passerelles favorisant le dialogue et la transparence".

Pour ce faire, "il incombe aux opérateurs économiques d'instaurer la confiance, indispensable aux yeux de tous". Revenant sur les incidences du Coronavirus sur l'économie, le ministre estime que "toutes les réformes économiques rencontrent évidemment des obstacles, et il n'existe nulle part ailleurs un développement linéaire continu dans la sphère de l'économie, ou encore des finances". Les circonstances sanitaires inattendues ont amené l'Etat à "revoir continuellement ses stratégies et ses priorités, mais également à amender ses programmes", a-t-il souligné, considérant que le gouvernement "a réussi à absorber l'impact négatif et les dommages collatéraux de la pandémie". S'agissant de la loi de finances 2021, le ministre a rappelé ses principaux objectifs à



savoir, "le retour de l'activité économique à des niveaux permettant de compenser les pertes enregistrées auparavant et solutionner les déséquilibres relevés dans les comptes intérieurs et extérieurs de l'Etat à la faveur d'une exploitation rationnelle des ressources disponibles".

Il s'agit aussi, poursuit le ministre, de "maintenir le soutien de l'Etat aux franges vulnérables en vue de préserver les acquis sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation et en termes de pouvoir d'achat". Le texte constitue un véritable cadre pour la cristallisation des recommandations formulées par les opérateurs et les professionnels qui ont exprimé durant les assises nationales sur la réforme fiscale la nécessité d'opérer une réforme globale du système fiscal, a estimé le ministre.

Système fiscal: vers une révision globale

Abordant le volet fiscal, le premier argentier du pays a fait état de démarches entreprises par son département ministériel pour revoir le système fiscal national en veillant à sa simplification et l'allègement de ses procédures, relevant toutefois que la concrétisation de cet objectif reste tributaire du parachèvement de la numérisation qui permettra de s'ouvrir et de surmonter la complexité des procédures. "Nous avons fait un grand pas dans ce sens notamment par le système Jibayitic", a mis en avant le ministre, ajoutant que "la numérisation a touché les domaines de l'Etat ainsi que l'administration des douanes qui amorce la dernière phase de cette transition numérique grâce à son programme de partenariat avec les Coréens". M. Benabderrahmane a évoqué également la question du fon-

ctionnement de gestion des douanes, "tant attendu", a ajouté le même responsable, indiquant que la pandémie de Covid-19 a entravé l'exécution de ce projet, mais il sera, néanmoins, prêt "très bientôt", a-t-il dit. En ce qui concerne le mécanisme du paiement à terme, M. Khaldi a affirmé que "l'utilisation de ce moyen intervient sur recommandation des autorités supérieures, un moyen qui devrait réduire les préjudices causés par le phénomène de surfacturation".

Au cours des débats ayant suivi les exposés, les représentants des opérateurs économiques ont exprimé moult préoccupations, dont la nécessité d'une prise en charge fiscale des entreprises impactées par la pandémie et des préjudices causés à certaines filières de production en 2020 à travers des mesures bancaires à même de faciliter le paiement de crédits.

Dans cette optique, le président directeur général (P-DG) du Groupe Cevital, Issad Rabrab s'est interrogé sur l'utilité de certaines mesures énoncées dans l'article 83 de la loi de finances 2021, qui prévoit que

"les importateurs/transformateurs du sucre roux et de l'huile brute de soja sont tenus dans un délai de dix-huit (18) mois, à compter de la promulgation de la présente loi, soit d'entamer le processus de production de ces matières premières, soit de les acquérir sur le marché national". Ledit article stipule en outre qu'"en cas de non lancement du processus de production à l'issue de la période fixée à l'alinéa ci-dessus, les opérateurs économiques concernés perdent le bénéfice de la compensation et des exonérations douanières, fiscales et parafiscales à l'importation".

Dans le même sillage, M. Rabrab a estimé que l'opération de production locale du sucre roux étaient "impossible" au regard du stress hydrique que connaît l'Algérie, ajoutant que le coût des eaux usées dépasserait le prix du sucre, ce qui "conduira le pays à poursuivre l'importation de cette substance". Pour ce qui est de la production locale des huiles, le P-DG du Groupe Cevital a demandé des facilitations afin de réaliser ces investissements qui peuvent générer près de 2,25 milliards USD/an en devise, avec la possibilité d'exporter une valeur de 750 millions USD/an.

Quant à la numérisation des impôts, la responsable a fait état de la généralisation du nouveau système informatique de manière graduelle en parallèle avec la livraison des centres, rappelant que cinq (05) centres ont été dotés de ce système durant les deux derniers mois et que l'opération se poursuit jusqu'à la couverture de l'ensemble du territoire national.

De son côté, le directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi a estimé que la loi de finances 2021 intervient pour mettre en œuvre toutes les décisions des pouvoirs publics relatives à la nécessité de mettre un terme à tous les phénomènes négatifs ayant marqué la période précédente, notamment à travers la facilitation des procédures douanières en matière d'importation, d'exportation et d'accompagnement de l'ensemble des investisseurs et des opérateurs économiques.

Il s'agit en outre de faciliter la mise en place du système d'in-

AIR ALGÉRIE

Amine Debaghine Mesraoua nouveau Pdg par intérim

Le ministre des Travaux publics et ministre des Transports par intérim, Farouk Chiali a présidé, lundi, la cérémonie d'installation de Amine Debaghine Mesraoua dans ses fonctions de président directeur général (Pdg) par intérim de la Compagnie aérienne Air Algérie, en remplacement de Bekhouche Allache qui avait été relevé de ses fonctions samedi dernier. La cérémonie d'installation de M. Mesraoua a eu lieu au siège du ministère des Travaux publics à Alger, en présence de plusieurs cadres du ministère des Transports, a indiqué un communiqué de la

Compagnie Air Algérie sur son compte officiel Facebook. Ayant occupé plusieurs postes dans le secteur des transports notamment le transport aérien, le nouveau Pdg par intérim d'Air Algérie est également expert international en aviation civile et représentant de l'Algérie et de la région du Maghreb auprès du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Il avait occupé récemment le poste de conseiller auprès d'Air Algérie. Samedi dernier, sur instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a été mis fin aux fonctions de

Monsieur Lazhar Hani en sa qualité de ministre des Transports. Le PDG d'Air Algérie, Bekhouche Allache et le responsable du Catering au sein de la compagnie ont été également relevés de leurs fonctions. Cette décision avait été prise à la suite de l'engagement d'une opération d'importation par la compagnie nationale Air Algérie de fournitures liées à l'activité de Catering et ce, sans tenir compte du contexte économique national et des orientations financières visant la gestion rationnelle des devises et la priorité à accorder à la production nationale.

ROYAUME-UNI

Vers une faillite de 250.000 PME cette année

Au moins 250.000 PME sont parties pour faire faillite au Royaume-Uni cette année sans aides supplémentaires face au double choc de la pandémie et du Brexit, affirme lundi la Fédération des petites entreprises (FSB).

"Il n'y a pas eu de nouvelles mesures de soutien aux entreprises instaurées à mesure que les restrictions à l'activité s'intensifiaient" et "nous risquons la disparition de milliers de formidables petites entreprises qui seraient au final viables, avec un énorme coût pour les communautés locales", remarque le président de la FSB Mike Cherry.

Il mentionne notamment le besoin de facilités de dette et de "bons de transition" pour aider les PME en manque de liquidités à s'ajuster aux nouvelles obligations liées au Brexit.

Près de 5% des 1.400 entreprises sondées pour cette étude prévoient de fermer cette année, sur environ 5,9 millions de PME au Royaume-Uni, précise la FSB dans un communiqué.

Près d'un quart des PME (23%) ont réduit leurs effectifs au cours du dernier trimestre, contre 13% au début



Pixabay / CAPITAL

de l'année passée, et 14% disent qu'elles seront forcées de supprimer des postes sur les trois mois à venir.

Quelque 16,8 millions de personnes travaillent pour des PME, rappelle la FSB.

Enfin, la proportion de PME qui prévoient une baisse de leur rentabilité ce trimestre est également à un niveau record, soit 58%,

d'après l'indice des PME de la FSB.

M. Cherry souligne que cette enquête a été menée avant la mise en place du confinement actuel en Angleterre et déplore qu'après "un début exceptionnellement bon" des systèmes d'aides gouvernementaux aux entreprises lors du premier confinement au printemps, les

mesures de soutien soient dorénavant décevantes.

"Il y a des aides substantielles pour maintenir à flot les petits commerces, les restaurants et les loisirs" mais "le gouvernement doit réaliser que la communauté des PME dépasse largement ces trois secteurs", poursuit M. Cherry.

La semaine dernière, l'autorité britannique des marchés avait évalué dans une autre étude que quelque 4.000 sociétés financières, surtout de petite et moyenne taille, risquaient de mettre la clé sous la porte.

Le Royaume-Uni est le pays européen le plus endeuillé par la pandémie de nouveau coronavirus, et l'un de ceux où la contraction économique engendrée a été la plus brutale, après plusieurs confinements et de nombreuses mesures de distanciation et freins à l'activité.

CHINE

Les PME poursuivent leur forte reprise

Les petites et moyennes entreprises (PME) de la Chine ont enregistré une reprise stable au quatrième trimestre de 2020, l'économie du pays faisant preuve d'une forte résilience et de vitalité, a déclaré la Commission nationale du développement et de la réforme.

Au quatrième trimestre, l'indice de développement des PME, basé sur un sondage auprès de 3.000 PME, a augmenté de 0,2 point par rapport au troisième trimestre pour atteindre 87, selon la commission.

Le chiffre a enregistré une expansion pendant trois trimestres consécutifs et a atteint un nouveau sommet depuis le premier trimestre de 2020, selon les données de la commission.

Les données du quatrième trimestre montrent une tendance positive soutenue parmi les entreprises en termes d'enthousiasme pour les investissements, de rentabilité des entreprises et de facilité de trésorerie.

GRANDE BRETAGNE

Des actionnaires d'HSBC se mobilisent pour réduire le financement des énergies fossiles

Une quinzaine de grands investisseurs vont déposer une résolution lors de la prochaine assemblée générale d'HSBC afin de contraindre la banque à en faire plus sur le climat et à réduire le financement des énergies fossiles, a annoncé dimanche l'ONG ShareAction.

L'initiative, coordonnée par ShareAction, est portée notamment par le groupe français de la gestion d'actifs Amundi ou le fonds spéculatif britannique Man Group, ainsi que d'autres investisseurs au Royaume-Uni, en France, au Danemark et en Suède, selon un communiqué.

Les 15 investisseurs institutionnels, qui gèrent au total 2.400 milliards d'actifs et auxquels se sont associés 117 actionnaires individuels, espèrent que le conseil d'administration de la banque soutiendra leur résolution lors de l'assemblée générale en avril prochain.

La résolution exige d'HSBC qu'elle publie une stratégie et des objectifs afin de réduire son financement des énergies fossiles, à commencer par le charbon, en suivant un calendrier cohérent avec les accords de Paris sur le climat.

Selon l'ONG Rainforest Action Network (RAN), HSBC est la deuxième banque qui finance le plus les énergies fossiles en Europe derrière la britannique Barclays.

En octobre 2020, HSBC s'est engagée à atteindre d'ici 2050 la neutralité carbone pour son portefeuille de financement, et dit vouloir s'aligner sur les objectifs de l'accord de Paris.

"Si HSBC est sérieuse sur son ambition de neutralité carbone, elle soutiendra cette résolution", souligne Jeanne Martin, de l'ONG ShareAction.

Comme il s'agit d'une résolution présentée par des actionnaires, elle devra obtenir 75% des votes pour passer, contrairement aux résolutions ordinaires qui n'ont besoin que d'une simple majorité.

La banque a indiqué "être fermement décidée à s'attaquer au changement climatique".

"Nous travaillons sur les détails de notre feuille de route vers la neutralité carbone et nous continuons à échanger positivement avec nos clients, les actionnaires et ShareAction", a affirmé son porte-parole.

Un groupe d'actionnaires, soutenu par l'ONG, avait déjà présenté une résolution sur le climat lors de l'assemblée générale de Barclays en mai dernier, ce qui constituait une première pour une banque européenne.

Sous la pression, Barclays avait décidé de présenter sa propre résolution avec des objectifs un peu moins ambitieux, mais qui avait été adoptée par les actionnaires contrairement à celle portée par ShareAction.

APS

ETATS-UNIS

La banque JPMorgan Chase et d'autres entreprises reconsidèrent leurs dons aux politiques

Dans la foulée des violences au Capitole, la banque JPMorgan Chase a annoncé dimanche qu'elle suspendait temporairement tout don aux responsables politiques américains tandis que d'autres grandes entreprises vont viser plus spécifiquement les parlementaires ayant voté contre la certification de la victoire de Joe Biden.

Le comité d'action politique de la première banque du pays par actifs va arrêter pendant au moins six mois de verser toute contribution financière aux responsables républicains comme démocrates, a confirmé un porte-parole cité par l'agence AFP.

"L'attention des chefs d'entreprises, des responsables politiques et des leaders de la société civiles doit maintenant se tourner vers la gestion gouvernementale et l'apport d'aides à ceux qui en ont désespérément besoin actuellement", a commenté la personne en charge de la responsabilité d'entreprise au sein de la

banque, Peter Scher. "On aura plein de temps pour faire de nouveau campagne plus tard", a-t-il ajouté. D'autres sociétés ont, elles, choisi de cibler les élus républicains s'étant opposés le 6 janvier à la certification des résultats de l'élection présidentielle.

Une foule de partisans de Donald Trump avait envahi ce jour-là pendant plusieurs heures le Congrès à Washington. De nombreuses figures du monde des affaires avaient rapidement dénoncé les violences. Quelques unes comme le puissant syndicat AFL-CIO, l'investisseur milliardaire Nelson Peltz ou l'entreprise Ben & Jerry's ont même appelé au départ immédiat de Donald Trump. Certaines entreprises vont maintenant toucher directement aux portefeuilles de ses plus farouches soutiens.

"Nous avons pris en compte les événements destructeurs visant à saper une élection légitime et juste qui se sont déroulés au Capitole et nous suspendrons

les dons politiques de notre comité d'action politique à ceux qui ont voté contre la certification de l'élection", a indiqué dimanche une porte-parole du géant de l'hôtellerie Marriott International.

L'assureur Blue Cross Blue Shield Association avait déjà annoncé vendredi son intention de suspendre toute contribution "aux élus ayant voté pour saper la démocratie".

"Même si accepter le contraste des idées, les différences idéologiques et le fait d'appartenir à des bords politiques différents fait partie intégrante de la vie politique, affaiblir notre système électoral et éroder la confiance du public en ce système ne doit jamais l'être", avait commenté la directrice générale du groupe Kim Keck dans un communiqué.

Les entreprises américaines peuvent aux Etats-Unis mettre en place un comité d'action politique qui gère les dons versés par ses employés et les reverse à des candidats ou des partis politiques.

SUISSE

La moitié des hôtels et restaurants risquent la faillite (organisation patronale)

Près de la moitié des entreprises suisses du secteur de la restauration et de l'hôtellerie risquent de faire faillite d'ici fin mars sans aide de l'Etat pour affronter les conséquences des restrictions imposées par la lutte contre le Covid-19, avertit dimanche la fédération représentative du secteur. Le gouvernement suisse va probablement prolonger cette semaine la fermeture des bars, des restaurants et des lieux de loisirs du pays jusqu'à la fin du mois de février, avec l'espoir de faire reculer le nombre toujours élevé de cas de Covid-19 et de décès.

Ces restrictions devaient initialement être levées le 22 janvier. Mais "d'ici la fin mars, la moitié de tous les établissements de l'hôtellerie

restauration feront faillite s'ils ne reçoivent pas dès maintenant une indemnisation financière", avertit dans un communiqué GastroSuisse, la fédération de l'hôtellerie et de la restauration. L'organisation, qui a interrogé environ 4.000 propriétaires de restaurants et d'hôtels, affirme que 98% d'entre eux ont déjà un besoin urgent de soutien financier.

"L'existence de nombre d'entre eux s'en trouve même menacée s'ils ne reçoivent pas de l'argent maintenant", s'alarme le président de GastroSuisse, Casimir Platzer, cité dans le communiqué.

"Avant la crise, plus de 80% des établissements avaient de bonnes, voire très bonnes liquidités. En l'es-

pace d'un mois, 80% des établissements se sont retrouvés dans une très mauvaise situation", déplore GastroSuisse. En octobre, alors qu'une deuxième vague de contaminations prenait de l'ampleur, l'organisation avait "alerté sur les 100.000 emplois en péril", rappelle-t-elle.

Au cours des deux derniers mois de 2020, près de 60% des établissements du secteur ont été contraints de réduire leurs effectifs, après une première série de licenciements au printemps, affirme-t-elle. Sans intervention du gouvernement, une troisième vague de licenciements se profile, met en garde M. Platzer.

"GastroSuisse exige donc que le Conseil fédéral se montre courageux et

indemniser financièrement l'hôtellerie-restauration immédiatement et sans complications", écrit la fédération.

L'USAM (Union suisse des arts et métiers), un syndicat représentant les petites et moyennes entreprises en Suisse, a pour sa part appelé dimanche le gouvernement à ne pas prolonger ou resserrer les mesures, avertissant qu'il s'agissait d'une "question existentielle" pour nombre de ses membres.

La Suisse qui compte 8,6 millions d'habitants enregistre actuellement environ 4 000 cas de Covid-19 par jour.

Vendredi, elle recensait près de 476.000 cas et 7.545 décès depuis le début de la pandémie.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 6 morts et 127 blessés durant les dernières 24 heures

Six (06) personnes sont décédées et 127 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation durant les dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué, lundi, la Protection civile dans un communiqué.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec trois (3) morts et sept (7) blessés, suite au renversement d'un véhicule léger survenu à 120 km de la commune de Silet, précise la même source.

Les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour prodiguer des soins de premières urgences à 12 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain dans les wilayas de Annaba (4 personnes), Tébessa (2), Tlemcen (3), Tipaza (2) personnes et Bouira (1), ajoute le communiqué. Pour ce qui est des activités de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 46 opérations de sensibilisation à travers 12 wilayas (30 communes), afin de rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement sanitaire ainsi que les règles de la distanciation sociale.

A cela s'ajoutent 51 opérations de désinfection générale effectuées à travers 14 wilayas (28 communes) ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publiques et privés, ce qui a nécessité, pour les deux opérations, la mobilisation de 212 agents de la Protection civile, 38 ambulances et 18 engins d'incendie, note la même source.

CONSTANTINE Les travailleurs de la direction du commerce revendiquent l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles

Les travailleurs de la direction du commerce de la wilaya de Constantine, affiliés à l'union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) ont revendiqué dimanche l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles en observant une grève.

Dans une déclaration à l'APS, le secrétaire général de section syndicale de la direction, Idriss Cherouana, a indiqué que cette grève suivie à 90 % vient en réponse à l'appel de l'UGTA et du SNAPAP à une grève nationale du 10 au 13 janvier.

Il a également précisé que les principales revendications concernent "l'amélioration du pouvoir d'achat, la valorisation des primes, la révision du statut, la promotion automatique des fonctionnaires titulaires de diplômes, l'inclusion au statut d'un article sur la protection légale des agents et l'octroi de primes à l'instar de celle du Covid-19 attribuée aux autres secteurs".

M. Cherouana a relevé que "le secteur du commerce a continué à assurer les activités de contrôle sur le terrain depuis le début de la pandémie en luttant contre la spéculation".

De son côté, le directeur du commerce par intérim, M. Azouz Goumida, a indiqué que "le ministère de tutelle a déployé de gros efforts pour surmonter les anciennes pratiques au travers de réformes radicales engagées dans le secteur du commerce en vue de satisfaire diverses revendications des travailleurs du secteur".

Plusieurs revendications ont été satisfaites à l'instar de "la prime semestrielle", a ajouté le même responsable en précisant qu'"un nombre considérable de fonctionnaire remplissant les conditions légales seront promus".

La grève vient en dépit des deux jugements 20/807 et 20/806 verdicts datés du 31 décembre 2020 du tribunal administratif de Bir Mourad Raïs portant suspension de la grève annoncée par les deux préavis émanant desdits syndicats pour les 3 et 4 et du 10 au 13 janvier 2021, selon le communiqué du ministère du commerce.

Le ministère a assuré dans le communiqué que "la majorité des revendications des deux syndicats a été prise en charge à travers le dialogue avec tous les personnels et les directeurs de wilayas après plusieurs réunions".

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE 26 décès à travers le pays depuis début janvier

Vingt-six (26) personnes sont mortes et plus 421 autres ont été secourues depuis le début de janvier courant au niveau national suite à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO), a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la Protection civile.

Dans une déclaration à l'APS le chef du bureau de l'information et l'orientation à la Direction générale de la protection civile, le capitaine Nassim Bernaoui a précisé que le bilan le plus lourd avait été enregistré dans la wilaya de Tiaret (6 décès), suivie d'Alger (3 décès) puis Bejaïa, Djelfa, Mascara et Mila (2 décès pour chacune).

En 2020, un total de 126 personnes sont mortes asphyxiées par le monoxyde de carbone et au moins 2247 autres ont été secourues à la faveur de 2200 interventions des éléments de la Protection civile.

Par rapport à l'année 2019, une baisse du nombre de décès a été enregistrée (-19 décès), tandis que 57 décès avaient été enregistrés en janvier 2019, a détaillé le même responsable relevant que depuis le début de janvier de cette année 26 décès sont à déplorer, un nombre qu'il a jugé "élevé car appelé à augmenter". M. Bernaoui a imputé le nombre élevé de



victimes à la vague de froid qui amène les citoyens à utiliser des moyens de chauffage sans respecter parfois les mesures préventives ainsi que l'absence d'aération, outre l'utilisation des moyens de chauffage traditionnels, le manque de contrôle et d'entretien des appareils de chauffage.

Le même intervenant a rappelé, dans le même cadre, les opérations de sensibilisation lancées par les

éléments de la Protection civile dans l'objectif de sensibiliser les citoyens aux dangers du mauvais usage de ces appareils en les invitant à les contrôler quotidiennement.

Il a fait état, par là même, du lancement, le 14 novembre dernier, d'une campagne de sensibilisation d'envergure devant se poursuivre jusqu'au 31 mars prochain où il est question de conseils de prévention sur le

mode d'emploi des chauffages et les précautions nécessaires pour éviter les asphyxies.

Les imams des mosquées ont consacré les prêches du vendredi à la sensibilisation des fidèles aux dangers de ce phénomène et à l'impératif de respecter les mesures de prévention afin d'éviter toute asphyxie au gaz.

Selon le même responsable, tous les médias et les réseaux sociaux participent à l'opération de sensibilisation aux dangers du mauvais usage de ces appareils, outre la participation des établissements éducatifs à cet effort dans le souci de mettre la vie des citoyens à l'abri du danger des fuites de monoxyde de carbone. M. Bernaoui a insisté également sur l'impératif renforcement du contrôle des chauffages en s'assurant de la conformité de ses appareils aux normes de sécurité, outre la prise des mesures nécessaires à l'instar de l'aération et le contrôle permanent des appareils.

SÉCURITÉ SOCIALE Certificats d'arrêt de travail: une campagne d'information sur la procédure de dépôt en ligne (CNAS)

L'Agence d'Alger de la Caisse nationale des Assurances sociales des Travailleurs salariés (CNAS), lance, à compter de dimanche, une campagne d'information et de sensibilisation sur la nouvelle procédure de remise à distance des certificats d'arrêt de travail, via l'espace "El-Hanna", informe la Caisse dans un communiqué.

S'étalant jusqu'au 17 janvier en cours, cette nouvelle technologie est accessible via le site : <https://elhanna.cnas.dz> et vise essentiellement "la modernisation des prestations et la facilitation des procédures administratives en faveur des assurés sociaux, afin d'éviter aux usagers les longs déplacements dans les

différentes structures de paiement", précise la même source. L'opération permettra aussi aux usagers de la Caisse de "déposer rapidement leurs arrêts de travail avant la fin du délai de forclusion de 48 heures", ajoute-t-on, sachant qu'une vingtaine d'agents de prestation a été mobilisée par les services concernés, afin d'assurer son "bon déroulement". Par ailleurs, des affiches se rapportant à un guide explicite ont été installées à travers l'ensemble des structures de l'Agence d'Alger, au moment où le document en question (guide) est disponible sur le site, afin de mieux informer des démarches à suivre par les différents usagers, à l'instar des retrai-

tés, des malades chroniques et des femmes enceintes, est-il indiqué.

La Caisse fait encore savoir que ladite plateforme permet, en outre, aux assurés sociaux de se faire délivrer leurs attestations d'affiliation, de suivre le traitement de leurs dossiers de remboursement des médicaments et de recevoir leurs convocations de contrôle médical.

Enfin, et pour mieux s'informer sur cette application, la CNAS Agence d'Alger invite les assurés sociaux à consulter le guide d'utilisation partagé via Facebook, YouTube et Twitter, ou à se rapprocher des agents relevant des centres de paiement CNAS.

SÉTIF Interdiction du camping sur les hauteurs des monts Babar

Les autorités locales de la commune Babor (45 km au Nord de Sétif) ont donné de fermes instructions pour interdire le camping sur les hauteurs des monts Babar, a indiqué dimanche le président de l'APC de cette collectivité, Ferhat Mansouri.

"La décision a été prise en coordination avec les autorités de la daïra, la conservation des forêts et la commission sécuritaire dans le souci de préserver la sécurité des amateurs de camping en cette période de froid que connaissent ces montagnes de plus de 2000 mètres d'altitude", a précisé à l'APS, l'édile.

Ces instructions portent sur l'interdiction du camping sur ces montagnes qui composent une réserve



naturelle protégée et la pose de plaques informatives mettant en garde contre les risques de camping dus au grand froid qui caractérise la région en période de chute de neiges.

Selon M. Mansouri, "la route menant vers ces montagnes a été fermée à la fin

de la semaine passée en coordination avec les services de la gendarmerie nationale mais a été rouverte à la suite de la colère des citoyens et visiteurs venus de plusieurs wilayas du pays vers la région".

Aussi, 16 personnes dont six (6) d'Annaba apparte-

nant à la même famille venues pour camper sur ces montagnes au moment des récentes chutes de neige ont été évacuées après une vaste opération de recherches ayant associé des éléments de l'Armée nationale populaire, de la gendarmerie, de la commune et des citoyens bénévoles, a déclaré de son côté le secrétaire général de la daïra de Babor.

L'opération de recherche qui avait duré 10 heures a permis de retrouver l'ensemble de ces personnes et leur prise en charge, a-t-il dit, ajoutant que durant le même jour, cinq (5) personnes originaires de la wilaya d'Oum El Bouaghi venues également camper ont été évacuées.

YÉMEN

Les deux tiers de la population manquent d'eau salubre et de services de santé

Les deux tiers de la population yéménite manquent d'eau salubre et de services de santé, a déclaré dimanche la Croix Rouge internationale.

Deux Yéménites sur trois manquent d'eau potable et de services de santé de base", a indiqué l'organisation internationale sur son compte Twitter.

L'organisme a informé qu'il avait fourni 800 000 litres de carburant à la société locale des eaux et de l'assainissement et à l'hôpital al-Thawra dans la ville de Hodeidah (ouest), soulignant que "le besoin est toujours grand, malgré ce qui est présenté".

Le Yémen souffre d'un effondrement quasi total dans presque tous ses secteurs, en particulier la santé.

Depuis six ans, le Yémen est en proie à une crise entre les forces gouvernementales et le mouvement "Anssarullah" (Houthis) contrôlant la capitale Sanaa, depuis 2014.

Le gouvernement américain



de Donald Trump a annoncé dimanche soir, à dix jours de la fin de son mandat, qu'il allait inscrire les Houthis du Yémen sur la liste noire des groupes

"terroristes", ce qui risque selon les organisations internationales d'aggraver la crise humanitaire.

Trois chefs du mouvement

houthi sont également inscrits sur liste noire, dont leur principal dirigeant Abdel Malek al-Houthi. Selon les médias, les Houthis ont condamné lundi leur désignation comme groupe "terroriste" par l'administration américaine sortante. "Les Américains sont à l'origine du terrorisme. La politique et les actions de l'administration Trump sont du terrorisme aussi. Ses politiques reflètent une pensée en crise et sont condamnables et nous avons le droit d'y riposter", a déclaré sur Twitter un haut responsable d'Ansarullah, Mohamed Ali al-Houthi.

Selon lui, "le peuple yéménite n'a que faire de toute désignation de l'administration Trump du moment qu'elle est complice dans le meurtre de Yéménites".

MÉDITERRANÉE

Migrations : le navire de sauvetage Ocean Viking reprend la mer

L'Ocean Viking, le navire de secours en mer de l'ONG SOS Méditerranée, a quitté le port de Marseille (sud-est de la France) lundi pour retourner en Méditerranée centrale où se multiplient les traversées de migrants, a annoncé l'ONG sur Twitter.

"Dans les prochains jours, les 22 membres de l'équipe de sauvetage et l'équipe médicale de SOSMedIntl s'entraîneront aux opérations de sauvetage en mer", a tweeté SOS Méditerranée lundi.

"On repart en mer très déterminé mais

en sachant pertinemment que le contexte sanitaire et politique est extrêmement délicat", avait indiqué mi-décembre Sophie Beau, directrice de SOS Méditerranée en France, à bord du navire.

L'année 2020 a été noire pour l'association, dont le navire a été bloqué cinq mois en Italie, en pleine recrudescence des tentatives de traversée en Méditerranée centrale.

Les candidats à l'émigration venus de divers pays tentent de rejoindre l'Europe via l'Italie, dont les côtes sont les plus proches.

Les autorités italiennes ont imposé à l'ONG des travaux "coûteux" selon elle sur le navire pour une mise en conformité, dont l'ajout de radeaux de survie et de combinaisons d'immersion supplémentaires. Au total, plus de 1.200 migrants ont péri en 2020 en Méditerranée dont la grande majorité sur cette route centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). SOS Méditerranée indique avoir secouru plus de 31.000 personnes depuis le début de ses opérations en 2016.

INDONÉSIE

Crash d'avion: un moteur remonté à la surface

Un des moteurs de Boeing 737-500 de la compagnie aérienne Sriwijaya Air, qui s'est abîmé samedi en mer de Java avec 62 personnes à bord a été remonté à la surface, rapporte lundi la presse locale.

Les recherches ont repris ce lundi matin, notamment pour tenter de récupérer les boîtes noires localisées dimanche.

L'Agence nationale de recherche et de secours BASARNAS a diffusé le 11 janvier 2020 des images d'une partie de l'un

des CFM56-3B1 de l'avion de la compagnie indonésienne qui s'est écrasé en mer samedi, peu après son décollage de l'aéroport de Jakarta-Soekarno Hatta, alors qu'il effectuait le vol SJ182 à destination de Pontianak dans l'île de Bornéo.

Il s'agit du plus gros débris récupéré de l'endroit où l'avion s'est écrasé, à environ 23 mètres de profondeur.

D'autres pièces et restes humains ont été remontés à la surface, et la reprise des

recherches lundi devrait se concentrer sur la récupération des deux enregistreurs de vol, seuls à même d'expliquer l'accident et qui ont été localisés dimanche, selon les autorités.

Le vol SJ182, retardé d'une demi-heure à cause des fortes pluies, a disparu des écrans radar le 9 janvier 2021 quatre minutes après son décollage de Jakarta.

A bord se trouvaient 56 passagers indonésiens dont sept enfants, trois bébés et six mem-

bres d'équipage de la compagnie aérienne, ainsi que les deux pilotes et quatre PNC opérant le vol. Sa descente rapide de 10.900 à 250 pieds n'a apparemment été accompagnée d'aucun appel de détresse. Certains témoignages au sol évoquent un moment une explosion entendue au moment de l'accident.

Un des enquêteurs a évoqué une désintégration de l'appareil à l'impact avec l'eau, les débris semblant répartis sur une zone relativement restreinte.

ESPAGNE

Le centre du pays toujours paralysé après la tempête de neige

Madrid et le centre de l'Espagne restaient paralysés lundi par la neige, deux jours après le passage d'une tempête de neige historique, rapportent les médias.

Près de 36 heures après l'arrêt de chutes de neige inédites en près de 50 ans, c'est désormais le gel qui préoccupe le plus les autorités alors qu'une vague de froid exceptionnelle frappe l'intérieur du pays.

Les habitants ont été appelés à rester chez eux et à éviter tout déplacement sur les routes. Dans la région de Madrid, les établissements d'enseignement, des maternités aux universités, resteront fermés lundi et mardi, tout comme les tribunaux qui garderont portes closes jusqu'à mercredi. Les musées, centres culturels et biblio-

thèques n'ouvriront pas non plus pendant deux jours. La capitale espagnole restait silencieuse lundi matin, avec très peu de passages de véhicules. Des quartiers entiers n'ont toujours pas été déneigés, seuls les grands axes routiers sont désormais dégagés et les trottoirs restent impraticables pour la plupart.

La région de Madrid a indiqué avoir distribué 277 tonnes de sel aux différentes municipalités de la zone et doit en recevoir 3.500 d'une région de l'est de l'Espagne. Alors que les bus publics sont toujours à l'arrêt, le métro de la capitale a fonctionné sans interruption pour la deuxième nuit consécutive.

Les trains de banlieue circulent à nouveau sur certaines lignes mais avec une fré-

quence moins importante. La reprise est également partielle à l'aéroport international de Madrid-Barajas où quelques vols ont pu décoller dans la nuit. Quant aux trains longue distance, de nombreuses lignes ne fonctionnaient pas

lundi matin entre Madrid et des villes comme Barcelone, Saragosse ou Salamanque.

Cette tempête, baptisée "Filomena" et qui a entraîné de fortes pluies dans d'autres régions du pays, a fait au moins trois morts dans le pays.

TURQUIE

Séisme de magnitude 4,5 à Ankara

La capitale turque, Ankara, a été secouée dimanche soir par un tremblement de terre de magnitude 4,5 sur l'échelle de Richter, rapportent des médias locaux.

Selon la Direction turque de gestion des catastrophes naturelles et des situations d'urgences (AFAD), citée par l'agence Anadolu, le tremblement de terre a frappé le district de Kalecik relevant d'Ankara.

L'épicentre du séisme qui s'est produit à 22h53 heure locale (+3 GMT), a été localisé à une profondeur de 12 km sous la surface de la terre, a ajouté la même source. Aucune information immédiate sur des vic-

times ou des dégâts matériels n'a été communiquée pour l'heure. Le gouverneur d'Ankara, Vasi Sahin, cité par l'agence de presse, a affirmé qu'aucune perte humaine ou matérielle n'a été signalée jusqu'à présent. Il a indiqué dans un tweet, que le gouvernorat d'Ankara et le district de Kalecik, n'ont reçu aucun signalement sur des dégâts matériels ou pertes humaines.

Pour sa part, le maire de la capitale turque, Mansur Yavas, a fait savoir dans un tweet, que les équipes compétentes sont disposées à assurer toute intervention.

APS

AUSTRALIE

Un homme inculpé pour des accusations de corruption en lien avec des contrats pétroliers en Irak

La police australienne a inculpé lundi un homme dans le cadre d'une enquête sur des accusations de corruption en lien avec des contrats pétroliers en Irak qui auraient impliqué le versement de 78 millions de dollars de "pots-de-vin", rapportent les médias australiens.

Il s'agirait d'un ancien cadre dirigeant de Leighton Offshore s'appelant David Savage, selon des médias. L'homme, âgé de 60 ans, est sous le coup de deux chefs d'accusation pour avoir fourni une information "trompeuse" en violation de la législations sur les sociétés, a affirmé la police. Il a été arrêté à l'issue de 14 jours de quarantaine, effectués dans un hôtel australien à son retour de France. La police soupçonne Leighton Offshore, une filiale internationale de Leighton Holdings, d'avoir versé des "pots-de-vin" au travers de la société pétrolière monégasque Unaoil afin d'obtenir deux contrats de construction d'oléoducs d'une valeur de 1,5 milliard de dollars.

En 2019, deux anciens responsables d'Unaoil soupçonnés de corruption de fonctionnaires étrangers dans plusieurs pays, dont l'Azerbaïdjan, la Syrie et l'Irak, avaient plaidé coupable.

L'arrestation de lundi intervient deux mois après celle d'un homme de 54 ans, également accusé de corruption en lien avec des contrats pétroliers pour Leighton Offshore.

La police fédérale australienne a indiqué que des fonctionnaires du ministère irakien du pétrole et représentants du gouvernement au sein de la compagnie pétrolière irakienne étaient également impliqués dans ce système.

L'enquête, ouverte il y a neuf ans en collaboration avec les autorités britanniques et américaines, a également conduit à l'émission d'un troisième mandat d'arrêt contre une personne se trouvant à l'étranger.

FRANCE

Sommet sur l'avenir de la planète

La France organise lundi à Paris un "One Planet Summit" consacré à la biodiversité, avec pour objectif de relancer une diplomatie verte mise à l'arrêt par le Covid-19, ont rapporté dimanche des médias.

Il sera question de la protection des écosystèmes terrestres et marins, promotion de l'agro-écologie, mobilisation des financements, préservation des espèces et santé humaine, selon des médias. La trentaine de personnalités attendues, parmi les plus puissantes de la planète, doivent proposer des solutions ou prendre des engagements face à l'urgence climatique, d'après la même source. Après le passage à vide constaté en 2020, en raison de la Covid-19, le sommet de Paris veut relancer la "Coalition de la haute ambition pour la nature" avec pour objectif d'y intégrer une cinquantaine de pays, chacun s'engageant à placer 30% de son territoire en espaces protégés. Il ambitionne de porter une coalition visant à consacrer 30% des financements publics en faveur du climat à des "solutions basées sur la nature".

La rencontre sera précédée d'un forum de l'investissement consacré au programme de "Grande muraille verte" de l'Union africaine, qui vise à lutter contre la désertification autour du Sahara. But de l'initiative, obtenir des engagements atteignant au total 10 milliards de dollars.

ORAN

Deux scénarios envisagés pour l'opération de vaccination contre la Covid-19

Deux scénarios envisagés pour l'opération de vaccination contre le Covid-10, sont établis par la direction locale de la Santé et de la population (DSP), dont le choix sera en fonction de la quantité reçue, a-t-on appris dimanche de son chargé de communication.

L'opération de vaccination sera effectuée, soit au niveau des grands espaces d'expositions et salles omnisports, ou bien dans les établissements de santé de proximité et polycliniques, selon deux scénarios établis", a précisé à l'APS, Youcef Boukhari. "Dans le cas où nous recevons une grande quantité de vaccins, l'opération se fera dans les grands espaces d'exposition et les salles omnisports des communes de la wilaya, mais dans le cas où nous recevons de petites quantités de doses par étapes, elle se fera dans les polycliniques, comme dans le cadre de la vaccination anti-grippale", a fait savoir le même responsable. A Oran chef-lieu, la commune la plus peuplée de la wilaya, deux lieux ont été déjà désignés pour effectuer la vaccination, à savoir le centre des conventions d'Oran (CCO) et le palais des expositions de M'dina J'dida, et ce dans le cas du premier scénario, ou la vaccination sera massive. Pour les autres communes, des grandes salles omnisports ont également été désignées pour la vaccination, a-t-il souligné.

Pour le deuxième scénario, ou la vaccination se fera dans les polycliniques, tout a été préparé pour un bon déroulement de la vaccination, dont les équipements pour recevoir les doses et le personnel qualifié chargé de la vaccination, a-t-il soutenu. "Nous avons assuré la formation des agents vaccinateurs, de toutes les polycliniques de la wilaya, et mobilisé également des médecins généralistes et spécialistes pour nous accompagner dans cette opération", a-t-il encore ajouté.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Installation du comité intersectoriel des médicaments et de la commission d'homologation des dispositifs médicaux

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmad, a procédé jeudi à l'installation du comité économique intersectoriel des médicaments et de la commission d'homologation des dispositifs médicaux, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette installation s'inscrit, selon la même source, dans le cadre de la poursuite de l'organisation des moyens de régulation pour relancer l'industrie locale et promouvoir l'exportation en vue de booster le secteur pharmaceutique en Algérie conformément au programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. A signaler que le comité économique intersectoriel des médicaments a été créé auprès de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) conformément aux dispositions du décret exécutif 20-326 du 22 nov 2020 portant missions, composition, organisation et fonctionnement du comité économique intersectoriel des médicaments outre les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2020 portant nomination du président et des membres du comité économique intersectoriel des médicaments. La commission d'homologation des dispositifs médicaux a été créée auprès de l'ANPP en vertu des dispositions du décret exécutif 20-324 du 22 décembre 2020 relatif aux modalités d'homologation des dispositifs médicaux outre les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2020 portant nomination du président et des membres de La commission d'homologation des dispositifs médicaux.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère en présence de la SG du ministère, du DG de l'ANPP et des membres des commissions.

C O R O N A V I R U S

225 nouveaux cas, 191 guérisons et 5 décès

Deux cent vingt-cinq (225) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 191 guérisons et 5 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, lundi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

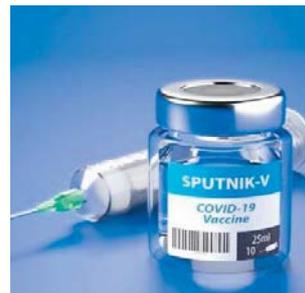


VACCIN ANTI COVID-19

Le vaccin russe "Sputnik V" enregistré par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ministère)

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé dimanche, dans un communiqué, l'enregistrement du vaccin russe "Sputnik V" par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, dans le cadre des mesures d'urgence prises pour commencer la campagne de vaccination en janvier.

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique "annonce, dimanche 10 janvier 2021, l'enregistrement du vaccin russe GAM-COVID-Vac (Sputnik V) par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques rele-



vant du ministère de l'Industrie pharmaceutique, suivant les résultats de la réunion de la commission d'enregistrement des produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine, tenue le même jour, en application des dispositions du décret exécutif 20-325 du 22 novembre 2020 relatif aux modalités d'enregistrement des produits pharmaceutiques, et ce, dans le cadre des mesures d'urgence prises pour faire enregistrer le vaccin et commencer la campagne de vaccination en janvier 2021", précise le communiqué.

La réception du premier lot du vaccin russe Sputnik V est "imminente" (Fourar)

La réception par l'Algérie du premier lot du vaccin russe anti-covid-19, Sputnik V, est "imminente", a indiqué lundi le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar, qui est également directeur général de la prévention au ministère de la Santé.

"C'est imminent. Ce sera probablement demain ou après-demain.

Cela reste tributaire des actions qu'entreprend l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) avec le partenaire russe pour acquérir le vaccin", a précisé M. Fourar lors de son intervention à la Radio nationale, assurant que "la campagne de vaccination sera lancée dès la réception du vaccin, qui sera gratuit".

Il a fait savoir "qu'en plus

du vaccin russe, les approvisionnements vont être variés", notant à ce propos qu'il y a "une grande tension au niveau mondial".

Toutefois, M. Fourar a affirmé que "dans le système COVAX de l'OMS, l'Algérie va pouvoir recevoir au cours du premier trimestre 2021, entre 8 et 10 millions de doses pour vacciner 20% de la population", ajoutant qu'"il y a d'autres vaccins qui nous intéressent, car ils ont les mêmes caractéristiques que Sputnik V", citant à cet effet le vaccin britannique Astrazenica.

Le responsable a également fait savoir que le ministère de la Santé a tenu une réunion, dimanche, avec les directeurs de la Santé publique (DSP) des 48 wilayas afin de "leur donner les dernières directives avant le

début de la campagne de vaccination", relevant que cette réunion a porté notamment sur "l'organisation générale et la planification de la vaccination à travers les 8000 structures de santé habituées à ce genre d'opération".

Il a indiqué, en outre, que l'Algérie "a fixé l'objectif de vacciner au moins 80% de la population pour parvenir à une immunité de groupe", relevant qu'"il y a des priorités établies comme le personnel de la santé, les personnes âgées et vulnérables".

"La campagne va s'étaler sur plusieurs mois, voire une année. Ainsi, il est nécessaire d'échelonner les approvisionnements des vaccins de manière à pouvoir vacciner toutes les personnes prioritaires", a-t-il expliqué.

A ce propos, M. Fourar a indiqué qu'"aucun pays ne

peut vacciner sa population en un temps court", soulignant "l'importance de débiter avec une petite quantité de vaccin dans un premier temps".

Il a également tenu à rassurer que l'Algérie jouit d'une "expérience" en matière de campagne de vaccination, r appelant "qu'en 2003, quelque 10 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole en moins d'une semaine".

Il a aussi indiqué qu'en plus du dispositif qui sera mis en place, "des équipes mobiles seront mobilisées pour les zones d'ombre et les zones d'accès difficile", ajoutant que ces équipes "seront soutenues par les éléments de l'Armée nationale populaire qui cumulent une grande expérience en la matière".

L'Algérie ne se suffira pas d'un seul vaccin anti-Covid19 (Dr Fourar)

L'Algérie ne va pas se suffire d'un seul vaccin contre la maladie à coronavirus (Covid-19), a annoncé vendredi dans la soirée lors de son passage à la télévision nationale le Dr. Djamel Fourar, porte parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de cette pandémie. "Le choix de l'Algérie pour lutter contre la

Covid19, à l'instar des autres pays, ne se limitera pas à un seul vaccin", a-t-il ajouté, avant de relever que l'état algérien et le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Covid-19 "veilleront à choisir un vaccin efficace et sûr pour les citoyens".

Le Dr Fourar a également souligné

"la disponibilité de tous les moyens logistiques, dont des équipements et chambres de congélation pouvant aller à une température de - 20,8 degrés centigrades pour la conservation du vaccin, en plus de véhicules aménagés destinés au transport du vaccin".

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA PANDEMIÉ DANS LE MONDE Au moins 1.934.693 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 1.934.693 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi.

Plus de 90.196.880 cas d'infection ont été également diagnostiqués depuis le début de l'épidémie et au moins 55.592.800 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.

Sur la journée de dimanche, 8.659 nouveaux décès et 669.440 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.957 nouveaux morts, le Royaume-Uni (563) et le Mexique (502).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 374.341 décès pour 22.409.480 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.



Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 203.100 morts et 8.105.790 cas, l'Inde avec 151.160 morts (10.466.595 cas), le Mexique avec 133.706 morts (1.534.039 cas), et le Royaume-Uni

avec 81.431 morts (3.072.349 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 173 décès pour 100.000 habi-

tants, suivie par la Slovaquie (144), la Bosnie (132), l'Italie (130) et la Macédoine du Nord (126).

L'Europe totalisait lundi à 11H00 GMT 621.113 décès pour 28.965.425 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 530.753 décès (16.525.174 cas), les Etats-Unis et le Canada 391.279 décès (23.068.650 cas), l'Asie 225.774 décès (14.331.382 cas), le Moyen-Orient 92.114 décès (4.221.010 cas), l'Afrique 72.715 décès (3.053.896 cas), et l'Océanie 945 décès (31.350 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

RUSSIE 1,5 million de personnes ont reçu le vaccin russe

Le Fonds souverain russe (RDIF) a annoncé lundi que 1,5 million de personnes dans le monde s'étaient fait administrer le vaccin russe "Sputnik V" contre le nouveau coronavirus (Covid-19).

Arseni Palaguine, porte-parole du RDIF, qui a financé le développement du vaccin, a confirmé ce chiffre sans donner de détail sur la répartition des personnes vaccinées dans les différents pays ayant commandé le vaccin russe.

"Nous ne pouvons pas dire combien d'entre eux l'ont reçu en Russie et combien dans le reste du monde", a-t-il indiqué dans une déclaration à l'AFP.

La Russie a été le premier pays au monde en août dernier à homologuer un vaccin contre le coronavirus. La semaine dernière, le ministre russe de la Santé, Mikhaïl Mourachko, avait affirmé que 800.000 Russes avaient été vaccinés et que 1,5 million de doses avaient été distribuées dans le pays.

Dimanche, un conseiller de M.

Mourachko a annoncé à la télévision publique russe le début prochain de discussions avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour que le Sputnik V soit inclus dans une liste de vaccins pouvant être utilisés dans les situations d'urgence.

Selon ce conseiller, cela permettrait de simplifier la procédure d'enregistrement du vaccin et de l'utiliser dans le cadre de campagnes de l'OMS dans des pays ayant des difficultés d'accès au vaccin.

La Russie affronte une seconde vague du coronavirus très meurtrière, mais les autorités refusent pour l'instant tout nouveau confinement d'ampleur nationale. La campagne de vaccination de la population russe a commencé début décembre.

Les chiffres publiés quotidiennement par les autorités font état de 3,42 millions de personnes contaminées depuis le début de la pandémie et plus de 62.000 décès mais ces statistiques ne recensent que les morts confirmés dont la cause directe est le coronavirus, après autopsie.

Selon des chiffres basés sur une définition plus large des causes de décès, quelque 186.000 personnes sont décédées des suites du Covid-19 en Russie depuis le début de l'épidémie.

OMS-CHINE Les enquêteurs de l'OMS entameront leur visite en Chine jeudi

L'équipe d'experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) chargée d'enquêter sur l'origine du coronavirus, attendue en Chine la semaine dernière, entamera finalement sa mission jeudi prochain, a annoncé lundi le ministère chinois de la Santé. Cette visite est ultra-sensible pour Pékin, soucieux d'écarter toute responsabilité dans l'épidémie qui a fait plus de 1,9 million de morts dans le monde. Initialement prévue la semaine dernière, elle avait été annulée à la dernière minute faute de toutes les autorisations nécessaires pour l'équipe.

"Après discussions, l'équipe d'experts de l'OMS se rendra en Chine à partir du 14 janvier pour des inspections. Ils mèneront des recherches conjointes avec des scientifiques chinois sur les origines du Covid-19", a indiqué dans un bref communiqué le ministère de la Santé.

Pékin n'a pas fourni de détails sur le déroulement de la visite, mais les enquêteurs devraient être mis en quarantaine à leur arrivée sur le sol chinois. Le patron de l'OMS avait regretté la semaine dernière que ses enquêteurs n'aient pas pu se rendre dans le pays. Le feu vert chinois intervient un à un jour pour jour après l'annonce du premier mort en Chine de ce qui n'était encore à l'époque qu'un mystérieux virus. Le pays est depuis parvenu à pratiquement éradiquer la maladie sur son sol. Les autorités ne manquent pas une occasion d'émettre des doutes sur l'origine chinoise du virus, alors qu'elles avaient dans un premier temps incriminé un marché de Wuhan où étaient vendus des animaux vivants. Mais Pékin n'a pas pu empêcher que le président américain Donald Trump l'accuse régulièrement d'avoir répandu "le virus chinois" sur la planète - voire de l'avoir laissé s'échapper d'un laboratoire de virologie de Wuhan, la ville du centre du pays où le virus est apparu fin 2019. Fin décembre la journaliste, Zhang Zhan, qui avait couvert la mise en quarantaine de Wuhan a été condamnée à quatre ans de prison.

APS

FRANCE Près de 16.000 nouvelles contaminations en 24 heures

Près de 16.000 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés dans les dernières 24 heures en France, selon les données publiées dimanche par Santé publique France, un chiffre toujours loin de l'objectif du gouvernement de descendre à 5.000 cas par jour.

Le nombre de cas confirmés de Covid-19 a été de 15.944 dimanche, contre 20.177 samedi.

Depuis mardi, le nombre moyen de contaminations est de 18.000 par jour.

Cette donnée a beaucoup varié depuis la mi-décembre, oscillant

entre 3.000 et plus de 25.000.

Le taux de positivité, qui mesure le pourcentage de personnes positives au Covid-19, poursuit son augmentation à 6,5% contre 6,3% samedi.

Il était encore à 5,2% il y a une semaine. Le nombre de malades du Covid hospitalisés s'élève à 24.526 contre 24.240 samedi, avec 729 nouvelles hospitalisations en une journée.

En réanimation, le nombre de malades est de 2.620 (+118 en 24h), contre 2.600 la veille.

Les hôpitaux ont enregistré 151 nouveaux décès en 24 heures, contre

171 la veille, portant le bilan total de l'épidémie à 67.750 morts en France.

Les deux prochaines semaines s'annoncent cruciales pour ces indicateurs, selon les experts qui craignent de probables retombées des fêtes de fin d'année. A cela, s'ajoutent les inquiétudes suscitées par la détection de cas liés au variant britannique au coronavirus, réputé plus contagieux.

23 départements de l'Est et du Sud-Est de la France sont depuis dimanche sous couvre-feu à partir de 18H00 pour tenter d'endiguer la reprise de l'épidémie sur le territoire.

GRANDE BRETAGNE Ouverture de sept centres de vaccination massive

Sept centres de vaccination massive ont ouvert lundi au Royaume-Uni alors que le gouvernement compte immuniser quelque 15 millions de personnes d'ici mi-février pour enrayer la flambée des contaminations au nouveau coronavirus et commencer à lever le confinement, rapportent les médias.

Ces centres de vaccination, établis dans des centres de conférence ou des stades de sport en Angleterre, notamment à Londres et Birmingham, permettront de vacciner des dizaines de milliers de personnes chaque semaine, alors que le service de santé se prépare à ses "pires semaines de la pandémie", a prévenu le médecin-chef de l'Angleterre, Chris Whitty.

Pays d'Europe le plus endeuillé par la pandémie, avec plus de 80.000 morts, le Royaume-Uni est confronté à un nouveau variant du virus considéré comme beaucoup plus



contagieux et s'est reconfiné pour la troisième fois début janvier.

Pour sortir de la crise, le gouvernement compte vacciner d'ici mi-février quelque 15 millions de personnes de plus de 70 ans ou vulnérables, les soignants et les résidents des maisons de retraite, soit un peu moins du quart de la population.

Il doit publier lundi son plan d'action pour y parvenir.

Outre les sept centres de vaccination, plus de

1.000 sites de vaccination, comme des centres de médecine de ville, ont été mis en place depuis le début de la campagne le 8 décembre. Cette dernière a déjà permis d'immuniser environ 2 millions de personnes à l'aide de deux vaccins, le Pfizer/BioNTech et l'AstraZeneca/Oxford, a souligné l'exécutif dans un communiqué.

Un troisième vaccin, celui du laboratoire américain Moderna, a été approuvé et sera disponi-

ble au printemps. Après un week-end où les parcs et les plages ont été pris d'assaut par les promeneurs, les autorités ont exhorté la population à respecter les restrictions en place.

"Les prochaines semaines seront les pires de la pandémie" pour le service de santé, a prévenu Chris Whitty sur la BBC.

"Ce que nous devons faire avant que les vaccins produisent leur effet (...), c'est de mettre les boucées doubles", a-t-il poursuivi.

"Le plus important, c'est que les gens prennent les règles actuelles très au sérieux et réduisent les contacts sociaux au minimum".

Avec plus de 32.000 malades du Covid-19 admis dans des hôpitaux au bord de la rupture, bien plus que durant la première vague au printemps dernier, un nouveau durcissement des restrictions est envisagé, selon la presse britannique.

MAL AU DOS 6 SPORTS QUI SOULAGENT

Remettre un corps douloureux en action permet de reprendre confiance en son dos. La meilleure activité ? Celle qui procure du plaisir !

Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas aussi la vie dure, aucune activité sportive n'est à bannir lorsque l'on a mal au dos. Ni à privilégier non plus. "Toute activité sportive est bonne." La meilleure est celle qui apporte du plaisir, conseille Alexandra Roren, kinésithérapeute dans le service de rééducation de l'hôpital Cochin, car l'enjeu n'est pas d'apprendre une technique, mais de pratiquer cette activité dans la durée et régulièrement - dans l'idéal, plusieurs fois par semaine. "Le but n'est pas de viser la performance - en tous cas, pas tout de suite ni pour tout le monde. Remettre un corps douloureux en exercice "nécessite du dosage et de la progressivité. Reprendre confiance en son dos peut prendre du temps", prévient Éric Bouthier, kinésithérapeute à Lyon et créateur du site Comprendre son dos.

Compte tenu de la douleur, qui ne cède pas tout de suite, cela peut nécessiter d'adapter certains mouvements au début. "Il faut respecter un temps d'exercices de rééducation spécifiques, qui vont permettre de renforcer les muscles spinaux autour de la colonne vertébrale, pour pouvoir ensuite reprendre progressivement l'activité", explique Alexandra Roren. Passage en revue...

1- LA NATATION

Elle a la réputation d'être ce qu'il y a de mieux pour le dos. Flotter dans l'eau peut en effet procurer une sensation de bien-être, et cet effet porteur, qui abolit la pesanteur sur le squelette, paraît séduisant pour se remettre au sport en douceur. Du point de vue scientifique, la natation ne prouve cependant pas de meilleur résultat sur l'évolution d'une lombalgie que toute autre activité sportive menée régulièrement. "La natation se révèle le plus souvent une fausse bonne idée, sourit Alexandra Roren qui constate que l'adhésion des patients ne dure généralement pas longtemps. On se dit que c'est facile d'aller à la piscine, et puis très vite, on renonce devant ce que cela implique tout de même de contraintes, en hiver par exemple."

2- LE PILATES

La méthode a été inventée par Joseph Pilates dans les années 1930. Lui-même venu à bout du handicap de son rachitisme et de



ses rhumatismes par une activité physique régulière, il l'a d'abord développée pour rééduquer des danseurs professionnels. Cette gymnastique s'appuie sur des enchaînements d'exercices au sol, avec ou sans accessoires, qui allient concentration, respiration et précision des mouvements, en développant la conscience de son corps. "En portant son attention sur le centre de gravité - le bassin - et la respiration et en travaillant sur l'autograndissement, le Pilates favoriserait le travail des muscles profonds", détaille Alexandra Roren. L'analyse de près de 90 études évaluant, entre autres, l'efficacité du Pilates, parue en 2019 dans le British Journal of Sports Medicine, soulignait une relative efficacité à court et moyen terme contre douleur et invalidité liées à une lombalgie commune. Et sans effets indésirables.

3- LE YOGA

Très à la mode, cette discipline indienne ancestrale vise l'harmonisation du

corps et de l'esprit. La forme la plus pratiquée en occident (hatha yoga) consiste en enchaînements de postures qui renforcent les muscles profonds, en les étirant, tout en travaillant sur la respiration et la méditation. "Toute activité qui invite à explorer de nouveaux mouvements - flexions, extensions, rotations - est bénéfique", souligne Éric Bouthier.

À condition d'éviter son corps et ne pas se lancer d'emblée dans des postures acrobatiques. "Le yoga, comme les autres activités physiques, sera toujours plus efficace sur la douleur et la motricité du patient lombalgique chronique que pas d'activité", estime Alexandra Roren. Une étude comparative menée en 2011, entre des patients participant à des séances régulières de yoga et d'autres recevant simplement un guide d'exercices physiques ordinaires à pratiquer chez soi, relevait que le yoga contribuait mieux à atténuer les douleurs.

4- LE VÉLO

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, pédaler courbée sur un guidon n'a rien de néfaste et se révèle au contraire un excellent sport pour le dos (et pour la santé en général, cardio-vasculaire notamment). "Il n'y a aucun inconvénient à être penchée en avant, rappelle Alexandra Roren. Lorsque l'on a un canal lombaire rétréci, cela réduit même les symptômes douloureux." L'important est de rouler - ou faire du vélo d'appartement - dans une position adaptée, en réglant convenablement hauteurs de selle et de guidon.

5- LA MARCHÉ

À condition d'être bien chaussée, en privilégiant au début des terrains pas trop accidentés, la marche a tout pour elle, surtout si elle est rapide (ou nordique, avec des bâtons).

À raison de 30 minutes minimum, "elle constitue une excellente activité anaérobie", souligne Alexandra Roren. "une activité de fond qui apporte un bénéfice multidimensionnel, à la fois sur la lombalgie, mais aussi sur l'état mental". Elle a aussi cet avantage d'être la plus simple à pratiquer régulièrement, sans trop d'équipement, où l'on veut, quand on veut.

6- LE FOOTING

Très pratiqué parce qu'il peut l'être en ville et en adaptant ses sorties à son emploi du temps, la course à pied n'est pas non plus contre-indiquée lorsque l'on a mal au dos. À quelques conditions : être chaussée avec des baskets adaptées, confortables et légères, en courant de préférence sur un terrain régulier et en ne visant pas la performance en premier lieu.

Si l'on n'a jamais couru, il est indispensable d'y aller progressivement. Idem si l'on s'est arrêtée, croyant que cela résoudrait la lombalgie : "Pendant un ou deux ans, mieux vaut d'abord débuter par des exercices de rééducation fonctionnelle pour renforcer les muscles profonds et la proprioception, afin de réentraîner le corps à réagir aux phénomènes de déstabilisation", conseille Alexandra Roren.

LES PRESCRIPTIONS CONTRE LE MAL DE DOS AUGMENTENT DEPUIS LE CONFINEMENT

Avec le confinement, le passage obligé au télétravail pour nombre d'entre nous... vient le mal de dos. Hausse radicale des prescriptions médicales !

Nuque bloquée, reins douloureux, trapèzes tendus... Qui n'a pas eu mal au dos en confinement ? Avec la généralisation du télétravail, les travailleurs témoignent de douleurs au dos plus importantes qu'avant la période de crise liée au coronavirus, note un rapport de l'entreprise spécialisée dans la thérapie

digitale Kaia Health. 25 000 personnes à travers six pays confinés : Italie, Espagne, France, Allemagne, Grande-Bretagne et États-Unis... et un seul constat : on a davantage mal au dos en travaillant chez soi. En témoigne la hausse de prescriptions médicales à ce sujet. Les sondés ont entre 25 et 55 ans et représentent la population globale. Parmi eux, ceux qui se sont le plus isolés (sans sortir de chez eux pendant 7 jours d'affilée) sont les plus touchés par le mal de dos

: ils sont 53% à en témoigner. Ceux qui sont sortis un peu plus sont moins nombreux à témoigner d'avoir un dos douloureux, soit 38%.

MAUVAISES POSITIONS DE TRAVAIL

Pourquoi ces douleurs ? Les sondés expliquent par des habitudes de travail qui changent. Ils ont été plus nombreux à travailler depuis leur lit ou leur canapé. Là encore, ceux qui sortent le moins (les plus isolés

dans l'étude) sont plus nombreux à en souffrir : 37% le justifient de cette façon, contre 28% pour ceux qui sont sortis au moins une fois tous les 7 jours de confinement. Marcher régulièrement, s'aérer ou s'établir un environnement de travail adapté selon certaines normes peuvent aider à soulager le dos. D'autant que si le confinement est terminé, le gouvernement continue d'appeler les Français à travailler depuis leur foyer, pour limiter la propagation du Covid-19.

Comment soulager son dos pendant un voyage

Dans l'avion, le train ou la voiture, c'est souvent le dos qui "trique" le premier. Voici trois exercices à faire assise pour le soulager.

Les vacances ou longs week-ends sont parfois synonymes de longs voyages en train, en avion ou en voiture. Une mauvaise posture et des tensions au niveau des lombaires sont vite arrivées. Voici trois gestes pour délier son dos pendant le trajet.

ON DÉCONTRACTE LE HAUT DU DOS

Assise, dos droit et coudes fléchis, croiser les doigts devant la poitrine. Inspirer et effectuer une rotation des poignets de manière à diriger les paumes demain vers l'extérieur. Expirer et tendre les bras devant soi à hauteur du front. Baisser légèrement le menton et pousser les mains vers l'avant jusqu'à sentir un étirement dans le haut du dos, les épaules et les bras. Maintenir l'étirement 15 secondes. Répéter 2 ou 3 fois.

ON SOULAGE SES LOMBAIRES

Assise sur le bord du siège, tête et dos droits, pieds à plat au sol, poser les mains sur le haut des fesses. Inspirer puis, sur l'expiration, exercer une pression des mains sur le haut des fesses tout en rapprochant les coudes l'un de l'autre afin de bien ouvrir la cage thoracique. Incliner un peu la tête vers l'arrière. Maintenir l'étirement 15 secondes. Répéter 2 ou 3 fois.

ON DÉCRISPE ÉPAULES ET TRAPEZES

Assise au bord du siège, tête et dos droits, bras le long du corps, écarter les jambes de la largeur des hanches. Inspirer et monter les épaules le plus haut possible (comme si on voulait les rapprocher des oreilles) et maintenir la position durant 3 à 5 secondes. Expirer et laisser les épaules retomber de tout leur poids, d'un seul coup. Répéter 2 à 3 fois. Et aussi on se lève souvent Avant de ressentir des contractures, tensions ou fourmillements, programmer une alarme (discrète) sur son téléphone pour se souvenir de se lever et de faire quelques pas toutes les deux heures maximum.

MAL E DOS : LES 10 CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES

Le mal de dos touche 8 personnes sur 10 au cours de leur vie. Mais ce n'est pas une fatalité. Si certaines causes sont organiques et difficiles à prévoir, il suffit parfois de modifier quelques habitudes pour éviter les douleurs autour de la colonne vertébrale.

"Le mal de dos, comme on dit couramment, est un La tous expérimenté. Surtout, il nous pille en deux, nous fait crispier les muscles le long de la colonne vertébrale, entre les deux omoplates ou plus bas, semblant bloquer les reins, et la douleur lance parfois jusque dans la cuisse. Il y a peu de chances que l'on y échappe : plus de 6 personnes sur 5, des deux sexes et de tout âge, en souffriront un jour au cours de leur vie, prévient l'Assurance maladie. Médicalement parlant, le mal de dos n'est pas une maladie mais un symptôme.

D'où la nécessité de consulter, et en priorité un médecin. Toute douleur étant un signal d'alarme, il peut ainsi être le signe secondaire d'une pathologie plus grave. Dans 97 % des cas, heureusement, la lombalgie, la sciatique ou la cervicalgie ont pour cause une mauvaise position, un port de charges trop lourdes, la pratique d'un sport inadapté ou, encore plus fréquemment, la sédentarité. L'hyper sédentarité du mode de vie moderne est en effet une pièce du puzzle qui contribue à la progression galopante du mal de dos : la lombalgie est aujourd'hui la première cause d'inaptitude professionnelle avant 45 ans et la troisième cause d'invalidité. Si la sédentarité est en partie responsable, c'est donc dans le mouvement et l'activité physique que se trouve la solution : "Le traitement, c'est le mouvement !, selon le slogan de l'Assurance maladie. Retour, dans ce diaporama, sur les principales causes du mal de dos.

1/10 - La sédentarité. Beaucoup de personnes travaillent assises toute la journée, restent du travail en voiture et... se posent devant la télévision. Or le corps a besoin de bouger pour fonctionner correctement. Il n'est pas conçu pour rester assis des heures durant. Si votre métier vous y oblige, pensez à faire des pauses toutes les heures pour aller marcher quelques minutes. Marcher ou pédaler pour aller travailler sont aussi de bons moyens de s'activer sans en avoir l'air.

2/10 - Une mauvaise position assise. Non seulement nous passons de plus en plus de temps assis, mais en plus, nous ne sommes pas forcément dans une position adaptée. Devant un ordinateur, pliez vos bras à 90° de manière à les



faire reposer sur le bureau. Positionnez votre écran à 70 cm environ de vous, légèrement plus bas que la hauteur de vos yeux. Attention aux canapés et aux positions farfelues qui peuvent reposer un temps mais mettent votre dos à rude épreuve. Découvrez les 6 postures à adopter au quotidien

3/10 - Le stress. Il est rarement à l'origine même du mal de dos, mais il peut très vite l'augmenter. Les personnes stressées ou anxieuses ont tendance à se tendre, et cela se ressent sur les muscles, davantage sollicités. Le dos accumule les tensions et les émotions négatives, avec des douleurs à la clé. La relaxation, associée à la recherche de la cause du mal de dos, peut améliorer les symptômes. Découvrez la pleine conscience pour soulager le mal de dos

4/10 - Une surcharge pondérale. C'est mathématique : plus de poids égale plus de charge pour votre dos, en permanence. Plus de kilos à soutenir, plus d'efforts pour rester dans la bonne position, et donc davantage tendance à rester assis.

Le trio diabétique pour votre dos. Le surpoids et l'obésité peuvent vite le malinener. Gardez un œil sur votre ligne : votre colonne vertébrale vous remerciera.

5/10 - Les chutes et traumatismes. Qu'ils aient lieu dans l'enfance ou à l'âge adulte, les traumatismes peuvent laisser des traces sur la santé de votre dos. Chutes, blessures ou mouvements inadéquats, la colonne vertébrale peut garder des séquelles. Le plus souvent, votre corps pourra compenser quelques années en s'adaptant à un autre schéma corporel, mais il vous le fera souvent sentir bien plus tard, lorsque les compensations deviendront trop lourdes.

6/10 - Le port de charges trop lourdes. C'est le cas typique du lumbago : un mouvement brusque, un sac de courses trop lourd, et vous voilà coincez pour quelques jours. Dans certains cas, la douleur ne vous empêche pas de bouger, on parle alors plus volontiers de lombalgie. Qu'elle soit due à un faux mouvement ou à la répétition de petits mouvements inadaptés,

elle passe généralement en dix à quinze jours. Pensez à vous protéger en gagnant les abdominaux lorsque vous soulevez une charge lourde. Mieux vaut également plier les jambes que courber le dos. Découvrez ici les bons réflexes contre le mal de dos

7/10 - Une mauvaise literie. Nous passons un tiers de notre vie au lit, une bonne raison pour bien la choisir, si elle est trop vieille ou ne correspond pas à votre morphologie, votre literie peut vous mener la vie dure, avec des douleurs pendant la nuit ou au réveil. Elle peut aussi aggraver un mal de dos déjà présent. Pensez à changer de matelas tous les dix ans. Si vous dormez à deux, optez pour un sommier en deux parties, voire pour deux matelas séparés. Découvrez Couette, matelas, oreiller : comment les choisir ?

8/10 - Les sports à contraintes. Le sport est généralement bon pour le dos car il renforce les muscles et entretient la mobilité. Mais pratiqué à haute dose, il peut être traumatisant. La course à pied par exemple, induit des chocs importants pour la colonne et les articulations. Certains sports sollicitent également le dos de manière intensive : l'équitation, la gymnastique. Enfin, les sports de combats ou le rugby peuvent entraîner des traumatismes dus aux nombreux chutes.

9/10 - Un mauvais appui sur les pieds. Les pieds supportent le poids de tout le corps. S'il est mal réparti, par exemple plus d'un côté que de l'autre, c'est le dos qui souffre. La colonne vertébrale en effet compenser un mauvais appui en modifiant légèrement la position. À la longue, cette compensation peut entraîner des douleurs. Pour y remédier, un posturologue peut être d'une grande aide en réadaptant votre position. Découvrez Les postures pour un dos solide

10/10 - La grossesse. Elle est particulièrement propice à l'apparition de maux de dos. Plusieurs explications à cela. Les hormones ont tendance à assouplir les articulations, qui tiennent alors moins le bassin. Le volume du ventre change aussi la posture, ce qui peut solliciter des muscles différemment et les étirer. Enfin, la prise de poids joue bien évidemment sur le dos qui est mis à rude épreuve.

MAL AU DOS ? FORCEZ-VOUS À BOUGER

En cas de mal de dos. "Le bon traitement c'est le mouvement" affirme la Caisse primaire de l'Assurance maladie lance une campagne de sensibilisation sur la lombalgie. Pour la branche accidents du travail/maladies professionnelles de l'Assurance maladie, les lombalgies représentent un milliard d'euros par an (dont 350 millions d'euros pour les arrêts de travail) soit l'équivalent du coût de l'ensemble des autres troubles musculo-squelettiques (tendinites, cervicalgies...). c'est pourquoi la CPAM lance une campagne de

prévention pour inciter les patients qui souffrent de mal de dos à bouger. Lorsqu'on souffre de lombalgie, le premier geste (après la prise de médicaments antidouleurs) est de stopper tout mouvement pour faire passer la douleur. Or, selon les médecins il fait de ne plus bouger entraîne une perte de musculature, ainsi qu'une perte de souplesse. Petit à petit, la douleur va paradoxalement augmenter et les capacités fonctionnelles vont diminuer. "Pour le mal de dos, le bon traitement, c'est le mouvement" affirme cette

campagne de prévention qui incite les patients à demander à leur médecin généraliste quel est le sport qui leur convient le mieux (il n'existe pas de gymnastique spécifique contre le mal de dos. Tous les mouvements de la vie quotidienne, sans forcer, peuvent être pratiqués et sont bénéfiques. "Bouger" marcher, reprendre les gestes usuels de la vie courante est utile pour lutter contre la lombalgie. Et tous les gestes comptent, à commencer par ceux de la vie quotidienne" insiste la Caisse primaire.

MALI

Une mission de la Cédéao attendue à Bamako

Une mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est attendue lundi à Bamako pour une visite de deux jours lors de laquelle elle aura des entretiens avec les autorités de transition sur la situation politique dans le pays, rapportent les médias.

La mission, dirigée par l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, aura lors de ce déplacement de 48 heures, des rencontres avec des acteurs chargés de l'organisation des élections présidentielle et législatives de l'année prochaine et rencontrera les autorités de la transition et la classe politique, précisent les mêmes sources.

Cette visite intervient peu après les cent jours de la prestation de serment du président et du vice-président de transition au Mali. La mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest va s'intéresser de près à la situation politique locale.

Les futures élections présidentielle et législatives pour un retour des civils au pouvoir figure également parmi les sujets qui seront évoqués lors de cette visite.

Début décembre, l'Union africaine (UA), la Cédéao et l'ONU ont mis en place un Groupe de suivi et de soutien à la transition au Mali auquel était assignée la mission d'accompagner les autorités transitoires dans leurs efforts visant à traduire en résultats concrets les missions essentielles définies dans la Charte et la feuille de route notamment celle d'organiser des élections présidentielle et législatives et de ramener la paix.

Créé par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA lors de sa rencontre du 9 octobre 2020 sur l'examen de la situation dans le pays, ce groupe, co-présidé par l'UA, les Nations unies et la Cédéao, va accompagner et soutenir le Mali, qui fait face à de nombreux défis, dans la mise en œuvre de la Charte de la transition et de la feuille de route validées à l'issue de la concertation nationale en septembre dernier.

Le commissaire à la Paix et à la sécurité de l'UA, Smaïl Chergui, avait indiqué que le groupe se veut "un geste de solidarité et d'accompagnement de la Transition pour un aboutissement serein et l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres et transparentes dans un délai de 18 mois".

Il faut donc préparer les futures échéances électorales de l'année prochaine. Dans ce cadre, des rencontres sont prévues entre la mission de la Cédéao et des acteurs majeurs du processus électoral.

NIGERIA

28 terroristes de "Boko Haram" abattus par l'armée

L'armée nigérienne ont abattus 28 éléments du groupe terroriste "Boko Haram" lors d'une opération dans l'Etat de Yobe, dans le nord-est du Nigeria, a déclaré un porte-parole de l'armée. Lors de l'opération menée samedi, les troupes "ont tactiquement dépassé les criminels et les ont engagés avec une puissance de feu supérieure, ce qui a entraîné un nombre élevé de morts du côté des terroristes dans la zone gouvernementale locale de Gujba, dans l'Etat de Yobe", a déclaré le porte-parole militaire, Benard Onyeuko. Quelques autres terroristes de "Boko Haram" se sont échappés avec des blessures par balle, a déclaré le porte-parole. Les troupes ont également récupéré un "camion d'armes, de nombreuses armes et une grande quantité de munitions au cours de la fusillade", a-t-il indiqué, ajoutant que les opérations de nettoyage avaient été intensifiées dans la région. Un soldat a été tué tandis qu'un autre a été blessé lors de l'échange de tirs, a déclaré M. Onyeuko. Le gouvernement nigérian a lancé plusieurs opérations militaires ces dernières années pour éliminer le groupe extrémiste, qui est apparu dans la région du nord-est du pays il y a plus de dix ans et menace la sécurité des pays du bassin du lac Tchad.

APS

VISITE D'UNE DÉLÉGATION AMÉRICAINE À LAÏYOUNE OCCUPÉE

Simple "tourné touristique de propagande" (Bachir Mustapha Sayed)

Le ministre conseiller à la Présidence de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) chargé des affaires politiques, Bachir Mustapha Sayed a qualifié, dimanche, la visite effectuée samedi par une délégation de l'administration américaine sortante à Laïyoune occupée de "simple tournée touristique de propagande".

La visite d'une délégation américaine dans les territoires sahraouis occupés n'est qu'une simple "tourné touristique de propagande organisée par le guide touristique marocain au profit d'une administration dont le mandat prendra fin dans moins de deux semaines", a déclaré dimanche à l'APS M. Bachir Mustapha. La visite de cette délégation, à moins de quinze jours de l'installation de la nouvelle administration américaine confirme la confusion dans laquelle se trouve l'administration du président sortant qui l'a amené à s'attacher aux peuples sahraoui et palestinienne, à la légalité et au droit international mais aussi aux valeurs des



Etats-Unis et de leurs institutions, a estimé M. Bachir Mustapha, qui également membre du secrétariat national du Front Polisario.

Cette délégation a confirmé lors de sa visite récente en Algérie "la position immuable" de ce pays à l'égard de la question sahraouie, à savoir une ques-

tion de décolonisation qui ne saurait être réglée qu'avec l'application du droit international, selon la doctrine de l'ONU et de l'Union africaine (UA), a souligné le responsable sahraoui. "Cette visite d'adieu et de complaisance

intervient au moment où la nouvelle administration a annoncé le successeur de David Schenker et la désignation d'un nouvel envoyé au Moyen-Orient et l'Afrique du nord, connu pour son soutien aux questions de libération", a-t-il ajouté.

LIBYE

Elections : le Comité juridique du FDPL présente des propositions

Le Comité juridique du Forum du dialogue politique libyen (FDPL) a présenté, dimanche, des propositions sur une base constitutionnelle pour les élections du 24 décembre 2021, lors de sa réunion virtuelle avec la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul).

"Le Comité juridique du Forum du dialogue politique libyen a tenu une session virtuelle aujourd'hui, au cours de laquelle les membres du Comité ont présenté leurs propositions concernant la base constitu-

tionnelle des élections nationales du 24 décembre 2021", a déclaré la Manul.

"Ils sont convenus de tenir des sessions intensives au cours de cette semaine pour parvenir à un consensus sur les propositions.

La Manul salue les discussions constructives et souligne l'importance d'aller de l'avant vers un accord sur des propositions spécifiques à présenter au Forum du dialogue politique libyen", a déclaré l'organe de l'ONU. Le Comité juridique a pour objectif d'assurer le suivi des discus-

sions du comité constitutionnel, lequel se compose de membres de la Chambre des représentants et du Conseil supérieur de l'Etat, pour formuler des recommandations à des fins d'assistance, selon la Manul.

L'idée de l'organisation des élections le 24 décembre de l'année en cours a été dégagee lors d'une réunion qui s'est tenue du 7 au 15 novembre dernier, sous l'égide des Nations-Unies, avec la participation de 75 représentants de toutes les parties libyennes.

BURKINA FASO

Formation d'un nouveau gouvernement

Le Premier ministre burkinabè, Christophe Joseph Marie Dabiré, a formé dimanche un gouvernement de 33 ministres avec l'entrée de l'ancien chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré au poste de ministre en charge de la Réconciliation nationale, selon un décret lu à la télévision publique par le secrétaire général du gouvernement Stéphane Sanou. Zéphirin

Diabré, chef de file de l'opposition lors du premier mandat du Président Roch Marc Christian Kaboré, occupe dans ce gouvernement le rang de ministre d'Etat chargé de la Réconciliation nationale et de la cohésion sociale. La grande majorité des ministres de l'ancien gouvernement ont conservé leur poste, à l'instar de Moumina Chérif Sy à la Défense, Ousséni Com-

paoré à la Sécurité, Alpha Barry aux Affaires étrangères, Stanislas Ouaro à l'Education et Harouna Kaboré au Commerce.

Le ministère de l'Energie a été fusionné avec le département des Mines et confié à l'ancien ministre de l'Energie Bachir Ouédraogo. On note de nouveaux entrants comme le ministre de la Communication et porte-parole du

gouvernement Ousséni Tamboura, la ministre de la Justice Victoria Ouédraogo/Kibora et le ministre de l'Urbanisme de l'habitat, Bénénéwendé Stanislas Sankara. Sur les 33 membres du gouvernement on compte sept ministres délégués et un ministre auprès de la Présidence. Le secrétaire général du gouvernement est Stéphane Sanou.

CENTRAFRIQUE

Le Premier ministre à Boali pour soutenir les forces régulières

Le Premier ministre centrafricain, Firmin Ngrébada, à la tête d'une forte délégation gouvernementale, s'est rendu dimanche dans la ville centrafricaine de Boali, à 96 kilomètres au nord-ouest de la capitale Bangui, pour soutenir les forces régulières qui y sont stationnées. "Boali est un échantillon du travail qu'accomplissent les forces de défense et de sécurité sur le terrain, avec courage et détermination, pour défendre le territoire national dont aucune portion

ne sera cédée à l'ennemi", a déclaré le Premier ministre. Accusant l'ancien président François Bozizé, comme étant responsable de la rébellion en cours, qui dans un premier temps voulait perturber les élections et actuellement désire "prendre le pouvoir par les armes et non les urnes", M. Ngrébada a indiqué que Boali reste le "dernier verrou avant la prise de la capitale, d'où la nécessité de remonter le moral des troupes afin qu'ils tiennent bon". Faisant le point

de la situation de la défense de Boali, le chef de corps du Bataillon d'infanterie territoriale 6, le lieutenant-colonel Walot, a indiqué pour sa part que la "rébellion est composée d'environ 9.000 hommes provenant d'anciens groupes armés, tant de la Séléka que des anti-balaka, de mercenaires recrutés dans des pays voisins, des peulh et mêmes de certains déserteurs des Forces armées centrafricaines (FACA), de la police et de la gendarmerie".

GOLFE

Reprise des vols entre le Qatar et l'Arabie saoudite

Les vols aériens reprennent lundi entre le Qatar et l'Arabie saoudite, ont annoncé les compagnies des deux pays qui se sont réconciliés après trois ans et demi de rupture des relations.

Le premier vol commercial depuis trois ans et demi au départ du Qatar à destination de l'Arabie saoudite doit décoller à 10H45 GMT et arriver à Ryad à 12H10 GMT, a indiqué Qatar Airways.

De son côté, Saudi Airlines assurera lundi une liaison de Ryadh à Doha à 13H40 GMT, selon son programme de vols.

Les liaisons au départ de la grande ville saoudienne de Jeddah, sur la mer Rouge, devaient débuter à une date ultérieure. En juin 2017, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte, avaient rompu les relations diplomatiques avec le Qatar et lui avaient imposé des sanctions dont la fermeture de leurs espaces aériens, en l'accusant de soutien à des groupes extrémistes et de rapprochement avec l'Iran.

Les vols directs en par-



tance de ces pays avaient ainsi cessé avec le Qatar qui a toujours nié les accusations dont il faisait l'objet.

La réconciliation et la levée des sanctions sont interven-

nues à la faveur d'un sommet des six États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), réunis la semaine dernière en Arabie saoudite.

Le New York Times avait

rapporté que le Qatar payait plus de 100 millions de dollars par an pour utiliser l'espace aérien iranien afin de contourner l'Arabie saoudite pendant la rupture.

IRAK

Le président irakien met en garde contre toute ingérence étrangère

Le président irakien Barham Salih a mis en garde dimanche contre toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Irak, et a appelé au respect de la souveraineté irakienne. M. Salih a tenu ces propos au cours de sa rencontre avec Falih al-Fayadh, le commandant des forces Hachd al-Chaabi, selon un communiqué du service de presse de la présidence. Durant leur rencontre, les deux hommes ont discuté de l'évolution de la situation sécuritaire en Irak et de la nécessité de consolider les forces de sécurité pour rétablir la stabilité dans le pays, selon le communiqué. Ils ont également souligné qu'il était capital de continuer à lutter contre les groupes terroristes qui tentent de déstabiliser certaines régions du pays.

Cette réunion a eu lieu deux jours après que le département américain du Trésor a imposé des sanctions contre M. Al-Fayadh pour son rôle présumé dans la répression violente des manifestations anti-corruption de 2019. Un peu plus tôt dans la journée, le ministre irakien des Affaires étrangères a indiqué dans une déclaration que les sanctions américaines décrétées contre M. Al-Fayadh constituaient "une surprise inacceptable". Le département américain du Trésor a déjà publié toute une liste



de sanctions à l'encontre des hommes politiques irakiens, des membres du Parlement et des officiers des forces paramilitaires Hachd al-Chaabi.

CORÉE DU NORD

Kim élu secrétaire général du Parti des travailleurs (KCNA)

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a été élu secrétaire général du Parti des travailleurs au pouvoir dont il était jusqu'à présent le président, a annoncé lundi l'agence officielle KCNA.

M. Kim avait été élu président du parti au pouvoir lors de son précédent congrès, en 2016.

Le 8e congrès du Parti des travailleurs de Corée (WPK), qui s'est ouvert mardi à Pyongyang, a rétabli un secrétariat

- abandonné en 2016 - et a modifié les intitulés de poste en conséquence.

Le dirigeant nord-coréen a été élu dimanche à "l'unanimité" secrétaire général du parti, a rapporté l'agence officielle nord-coréenne KCNA.

"L'ensemble des délégués ont exprimé leur plein soutien" avec une salve d'applaudissements, a-t-elle indiqué.

Ce changement d'intitulé intervient alors que Kim Jong Un s'est engagé mercredi lors

du congrès à renforcer les capacités de défense du pays, déjà puissance nucléaire.

Il y avait également fait le constat de l'échec de sa politique économique, admettant que "presque tous les secteurs" n'avaient pas atteint leurs objectifs.

La Corée du Nord est plus isolée que jamais après avoir fermé ses frontières en janvier dernier, afin de se protéger de la propagation du nouveau coronavirus, apparu

en Chine, son puissant voisin et principal allié. Le père de M. Kim, Kim Jong Il, décédé en 2011, est resté secrétaire général éternel du parti, tandis que son grand-père, Kim Il Sung, fondateur de la Corée du Nord et mort en 1994, est le président éternel du pays.

Le congrès du Parti des travailleurs a par ailleurs nommé un nouveau bureau politique qui n'inclut pas Kim Yo Jong, sœur cadette et conseillère de M. Kim.

PÉNINSULE CORÉENNE

Séoul disposée à dialoguer avec Pyongyang "à tout moment"

Le président de la Corée du Sud, Moon Jae-in, a affirmé lundi que son gouvernement était disposé à dialoguer avec la Corée du Nord "à tout moment, en tout lieu et même sans contact".

"Notre volonté de rencontrer (la Corée du Nord) à tout moment et en tout lieu, et de dialoguer même sans contact, est demeurée inchangée", a déclaré M.

Moon dans un discours télévisé du Nouvel An. Il a souligné que "le moteur principal du processus de paix dans la péninsule coréenne était le dialogue, la coexistence et la coopération, espérant ouvrir une voie pour la paix et la coexistence dans le processus de lutte contre la pandémie COVID-19". Le président sud-coréen a proposé à la Corée

du Nord de "se joindre à un dialogue régional pour une coopération anti-épidémique et sanitaire en Asie", disant que "la coopération intercoréenne pour lutter contre l'épidémie de COVID-19 pourrait s'étendre à d'autres questions telles que les maladies infectieuses des animaux domestiques et les catastrophes naturelles".

FRANCE

Un homme interpellé pour une alerte à la bombe dans un cimetière où Macron devait passer

Un homme a été interpellé samedi après avoir lancé, la veille, une alerte à la bombe dans le cimetière de Jarnac, dans le sud-ouest de la France, où Emmanuel Macron devait marquer le 25e anniversaire de la mort de son prédécesseur François Mitterrand, a indiqué l'agence AFP, citant la gendarmerie.

Placé quelques heures en garde à vue ce week-end, l'homme, âgé de 57 ans, a reconnu les faits, expliquant qu'il voulait "s'amuser", selon la même source.

Vendredi matin, il avait téléphoné à la mairie de Jarnac, assurant que des bombes avaient été placées dans le cimetière, où le chef de l'Etat devait se recueillir sur la tombe de l'ancien président socialiste, disparu il y a 25 ans.

La menace a été prise au sérieux et les démineurs présents dans la commune ont de nouveau inspecté le cimetière de fond en comble. Sans rien trouver. De leur côté, les gendarmes ont entamé des investigations pour identifier et localiser le plaisantin, inconnu de la justice.

Le jour des commémorations, il se trouvait dans le département, mais les enquêteurs n'étaient pas parvenus à le retrouver. Il a finalement été interpellé samedi chez sa fille, en Charente, dans le sud-ouest.

ETATS UNIS

L'ancien diplomate William Burns pour diriger la CIA

Le président élu américain, Joe Biden, a choisi l'ancien diplomate de carrière William Burns pour diriger l'agence de renseignement américaine CIA, a annoncé lundi l'équipe du président dans un communiqué.

"Bill Burns est un diplomate exemplaire avec des décennies d'expérience sur la scène mondiale pour garder notre peuple et notre pays sûrs", a affirmé Joe Biden dans le communiqué. "Il partage ma conviction profonde que le renseignement doit être apolitique", ajoute le président élu qui doit prendre ses fonctions le 20 janvier.

Diplomate pendant 33 ans, notamment comme ambassadeur des Etats-Unis en Russie de 2005 à 2008, William Burns avait pris sa retraite du corps diplomatique en 2014 avant de diriger la Fondation Carnegie pour la paix internationale, un think tank de relations internationales.

Il succède à Gina Haspel, directrice de la CIA depuis 2018, qui elle-même avait succédé à Mike Pompeo, directeur de 2017 à 2018, avant d'être nommé secrétaire d'Etat par Donald Trump.

Si sa nomination est confirmée par le Sénat, William Burns deviendrait le premier diplomate de carrière à diriger la CIA, souligne le communiqué.

LITTÉRATURE

De la narrativité de la question historique dans les romans de Benhedouga

La narrativité de la question historique dans les romans d'Abdelhamid Benhedouga à la lumière de son récit des événements historiques vécus par la société algérienne à différentes étapes a été mise en avant dimanche à Alger par des universitaires lors d'un colloque national consacré au romancier.

Dans sa communication intitulée "La voix sociale dans les romans de Benhedouga", le chercheur universitaire Fayçal Hacid a précisé que le romancier avait une "écriture critique" de l'histoire, soulignant que son récit des étapes phares de la Guerre de libération nationale et des événements marquants de l'histoire de l'Algérie obéissait à un ordonnancement chronologique et temporel en accord avec la linéarité narrative.

Selon le chercheur, qui enseigne la critique littéraire à l'Université de Batna, l'auteur du célèbre roman "Le Vent du Sud" croyait au "principe de la pluralité" en ce sens où il veillait, dans ses œuvres, à ce que l'histoire serve le présent tout en laissant le champ du questionnement ouvert afin que d'autres participent avec lui au façonnement du futur.

Dans sa communication intitulée "La narrativité de l'histoire, de la société et de la culture dans les œuvres de Benhedouga", le chercheur universitaire Tewfik Chabou a, quant à lui, indiqué que le romancier a traité la question historique d'un point de vue littéraire contrairement à Malek Bennabi qui l'a abordée dans une perspective intellectuelle.

Benhedouga a tenté de raconter l'histoire de l'Algérie à travers trois mécanismes: l'homme, le lieu et le temps.

Ces trois éléments permettent de comprendre la transition historique illustrée dans son roman "vent du sud", a-t-il rappelé ajoutant que le fait de comprendre le lieu (la campagne et la ville) a permis à Benhedouga de comprendre l'histoire. Intervenant à cette occasion, le romancier et académicien Elyamine Ben Toumi indiqua que le vent du sud avait consacré le concept de "la mémoire du lieu", précisant que la majorité des ouvrages de Ben Hadouga reflétaient les mutations de la société algérienne à travers le temps.

Les interventions des participants seront prochainement publiées, a fait savoir le directeur de la Bibliothèque nationale, Mounir Behadi au terme des travaux de cette conférence intitulée "le roman algérien... De la création à la consécration".

Benhedouga est l'un des grands écrivains algériens dont le roman "le vent du sud" est considérée comme ouvrage de référence dans la littérature algérienne. Ses œuvres qui reflétaient les spécificités de la société algérienne, ont été traduites dans plusieurs langues.

ECONOMIE DE LA CULTURE
Faire de la culture un levier de développement économique et social

Le ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda a exhorté dimanche à El-Menea les professionnels et partenaires du secteur à "faire de la culture un levier de développement économique et social du pays".

S'exprimant en marge d'une visite de travail de deux jours dans la wilaya de Ghardaïa, la ministre a appelé les professionnels du secteur à investir dans le domaine et contribuer à la croissance du PIB et au développement de "l'économie culturelle".

Elle a également souligné que son département s'attelle à créer les conditions propices pour encourager l'investissement dans les différents segments du secteur de la Culture, en particulier l'industrie cinématographique, en proposant la révision de la loi sur le cinéma.

En visitant le vieux ksar d'El-Menea, classé patrimoine national en 1995, Mme Bendouda a annoncé la création prochaine d'une antenne de l'Office national de gestion des biens



culturels à El-Menea, pour la prise en charge de ce site culturel contre sa dégradation.

Auparavant, la ministre de la Culture a remis un lot d'ouvrages et de livres destinés aux écoles situées en zones d'ombre (Mansoura et Hassi-Ghanem) pour y promouvoir la lecture.

Mme Bendouda a demandé, à ce titre, aux autorités locales de prévoir dans les zones

d'ombre des espaces dédiés exclusivement à la lecture, en assurant que son département les dotera en livres.

La ministre s'est déplacée ensuite à l'Hôpital Mohamed Chaâbani à El-Menea, pour rendre hommage aux personnels de la santé, en première ligne de la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), avant de remettre des

"passeports culturels" permettant à ce personnel d'accéder aux différentes structures et manifestations culturelles à travers les pays.

La ministre s'est aussi rendue au Musée public national d'El-Menea, avant de poursuivre sa visite à Métili puis d'assister lundi à Ghardaïa aux festivités marquant la célébration de l'année amazighe (Yennayer 2971).

ESPACES CULTURELS

Réouverture des théâtres et des maisons de la Culture après 10 mois d'inactivité

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a donné une instruction pour la réouverture des théâtres, des maisons de la culture et des es-

paces relevant des établissements culturels sous tutelle, fermés depuis plus de 10 mois en raison de la propagation de la covid-19, indique un communiqué du mi-

nistère. La décision de réouverture de ces espaces (théâtres, maisons de la culture et établissements culturels sous tutelle) intervient suite "à la réunion tenue récemment entre Mme Bendouda et les cadres du ministère (...) et en réponse au besoin incessant exprimé par les intellectuels et artistes en vue de redynamiser les activités culturelles et artistiques", note la source.

La ministre a insisté, dans son instruction, sur "l'impératif respect du protocole sanitaire" afin d'endiguer la propagation du coronavirus.

La situation sanitaire, ayant impacté plusieurs programmes culturels, a entraîné l'annulation de nombre de manifestations et d'événements culturels dont la majorité avait été reportée en virtuel.

Plusieurs manifestations, activités et rendez-vous culturels sont programmés au niveau des espaces culturels, à travers la mise en place d'un protocole sanitaire pour la protection des spectateurs et acteurs du secteur de la culture, ajoute le communiqué.

Le ministère de la Culture avait annulé, le 11 mars dernier, toutes les activités et manifestations culturelles dans l'ensemble de ses structures à travers le territoire national, où des mesures ont été prises par les autorités publiques dans le cadre du confinement partiel et total afin de faire face à la pandémie.

THÉÂTRE

La générale de la pièce de théâtre "Memory Kelthoum" présentée à Alger

La générale de la pièce de théâtre "Memory Kelthoum", une comédie noire sur la grande comédienne Kelthoum et son choix de se retirer de la scène artistique, a été présentée dimanche à Alger, devant un public restreint.

Présenté au théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna) dans le cadre de la Journée du théâtre arabe célébrée le 10 janvier de chaque année, le spectacle "Memory Kelthoum" a été mis en scène par Tounes Ait Ali, sur un texte de Djamilia Moustapha Zeggaï, inspiré de la vie de la grande actrice Sarah Bernhardt (1844-1923).

D'une durée de 60 mn, le spectacle restitue des moments difficiles dans la vie de Kelthoum et sa décision de se retirer de la scène artistique après une longue et brillante carrière, choisissant de s'isoler et de ne plus communiquer avec le monde extérieur.

Refusant de répondre au courrier qui lui était quotidiennement adressée par des professionnels du Cinéma et du Théâtre porteurs de projets, des amis ou des fans, Kelthoum, brillamment rendu par la jeune Youssa Daïkha, se retrouve contrainte d'affronter les démons d'un passé qui n'aura pas été clément envers elle.

Marqué par le conservatisme ambiant d'une époque où la femme n'avait de place qu'à la maison, Kelthoum, résiste à l'adversité et se résout à suivre sa voie d'artiste qui lui

vaudra d'être renvoyée de la maison, car elle a "enfreint les règles de bonne conduite".

Pour la ramener à la vie, "Nounou", son fidèle serviteur, incarné par le jeune Chabane Mohamed Aziz, prétexte de tenir un journal dans lequel il consigne tous les beaux souvenirs de la grande comédienne et actrice juste pour l'inciter à les revivre et les raconter.

Kelthoum elle, vivant dans ses tourments, sait qu'elle se fait violence en décidant de se retirer du monde artistique et familial, sans doute, une manière pour elle de sanctionner ses détracteurs.

Ce choix de vie loin des projecteurs de la célébrité, n'aura pas été sans effet sur elle, car au fil du temps, elle deviendra arrogante et agressive, demandant chaque fois à son domestique de lui ramener son parapluie pour s'abriter des lueurs du soleil du jour et de la lune le soir.

Pourtant les souvenirs sont bien là et Kelthoum évoquera avec regret son passé glorieux de comédienne et d'actrice avec des artistes de renom, à l'instar, entre autre de Abderrahmane Rais, Allal El Mohib, Mahieddine Bachtarzi, Mustapha Kateb, Alloula, Azeddine Medjoubi et Lakhdar Hamina avec qui elle est montée sur les marches du Festival de Cannes en 1975.

Le duo de comédiens a bien porté la densité du texte, occupant tous les espaces de la scène dans des échanges ascendants et sou-

tenus, de même pour la scénographie faite d'un décor minimaliste mais concluant, avec de longs pantalons sur lesquels l'image d'une comédienne en plein gloire est affichée.

Des extraits musicaux d'œuvres du patrimoine, interprétés par Lili Boniche, Matoub Lounès, ainsi que d'autres issus du terroir chaoui, ont agrémenté les atmosphères lugubres de "Memory Kelthoum", un spectacle qui restitue une partie du vécu de la grande Kelthoum, Aïcha Adjouri de son vrai nom, décédée en 2016 à l'âge de 94 ans.

Auparavant, la comédienne et metteuse en scène Nabila Ibrahim a donné lecture à la Lettre de la Journée du Théâtre arabe, écrite cette année par le dramaturge émirati, Ismail Abdallah.

Le spectacle "Memory Keltoum" est produit par la Coopérative artistique pour le Théâtre, "Port Said", en collaboration avec le Tna et le ministère de la Culture et des Arts.

Fondée depuis une dizaine d'années par le comédien Mohamed Laouadi, la Coopérative a produit depuis 18 spectacles dont, outre "Memory Keltoum", "Amar Bouzouar", "Wazir Ourabbi K' Bir", "Montserratt", écrite par Emmanuel Roblès, "El Mekhlouâe" ou encore "Appel masqué".

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tlemcen : entrée en service de huit stations internet 4G

Huit stations internet de 4e génération (4G) sont entrées en service dans la wilaya de Tlemcen pour la couverture de plusieurs zones d'ombre, a annoncé mercredi le directeur de wilaya de "Algérie Télécom", Kada Mohamed.



Les stations permettent de fournir des prestations de quatrième génération aux villages de Kabarta dans la commune d'El Gor, Tadjmout (Ain Talout), Ouled Sidi El Hadj, Oued Lakhdar et Frères Mekelleche (Ain Fettah), Sidi Senoussi (Ouled Mimoune), Ahfir (Ain Ghoraba) et Nador (Terny Béni Hedeil), ainsi que la commune de Beni Boussaïd. Le nombre total de ces équipements dans la wilaya est de 101 stations, selon la même source,

qui a indiqué que l'opération d'installation de quatre stations similaires est prévue en début janvier prochain dans les localités de Ouled Kaddour dans la commune de Ouled Riah, Moul Dachra et Berbata (Sabra) et Sidi Ali Benzembra (Ain Fettah). D'autre part, au cours de la même période, la commune de Djebala a été dotée de 2 km de réseau de fibre optique avec le raccordement au même réseau de 7 antennes communales, implan-

tées à Zerouana, Oudjida, Ouled Youcef, Remla, Yambou, Sidi Machhour et Fellaoucene, pour atteindre un nombre total de 51 communes et 71 antennes communales raccordées au réseau de fibre optique long de 908 kilomètres. Aussi, la direction opérationnelle de "Algérie Télécom" à Tlemcen a concrétisé au cours de la même période 32 projets de modernisation et d'extension du réseau de téléphonie fixe à travers plusieurs communes

d'une capacité totale de 7.274 accès, a ajouté le responsable. L'année 2020 a également vu la réalisation de deux projets pour le système "Idoom Fibre" dans les quartiers des logements AADL de la wilaya, a poursuivi M. Kada, signalant que cette technologie repose sur des fibres optiques connectées aux logements et donne accès à la téléphonie fixe et aux services Internet, avec une grande stabilité et un débit élevé pouvant atteindre 100 mégas.

COMPOSANTS AUTOMOBILE

Hyundai promet une recharge ultra-rapide avec sa plateforme 100% électrique



Hyundai promet une recharge complète en 18 minutes sur des bornes surpuissantes avec sa nouvelle plateforme 100% électrique présentée mardi. Cette base technique appelée E-GMP, qui inclut le châssis et de nombreux éléments invisibles, sera commune à de nombreux véhicules Hyundai et Kia.

La E-GMP est la réponse du constructeur coréen à la plateforme MEB de Volkswagen, base des nouvelles ID-3 et ID-4, et à la CMF-EV de Renault-Nissan, base de la future Mégane. Une plateforme unique permet de simplifier la production des véhicules électriques, s'adaptant aux compactes comme aux SUV de cinq mètres de long, à deux ou quatre roues motrices. La batterie étant logée sous les passagers, le plancher du véhicule est plat et laisse toute leur latitude aux designers pour imaginer la carrosserie comme l'habitacle. La production des premiers véhicules devrait être lancée début 2021 en Corée pour une arrivée sur le marché européen en mai sous la carrosserie du SUV Ioniq 5, a précisé Fayeze Abdul Rahman, vice-président du centre de développement de l'architecture des véhicules de Hyundai, lors d'une conférence de presse. Développée depuis quatre ans, cette plateforme pourrait accueillir un moteur poussant jusqu'à 600 chevaux, a précisé M. Abdul Rahman. Connecté sur une borne à 800 volts, le nouveau chargeur intégré de Hyundai permettrait d'effectuer une recharge complète de la batterie en seulement 18 minutes et d'augmenter l'autonomie de 100 km en seulement 5 minutes. Il permet également de redistribuer l'énergie de la batterie à d'autres véhicules ou appareils électriques. D'ici 2025, la marque Hyundai prévoit de présenter 23 modèles de véhicules électriques et d'en distribuer plus d'un million d'unités. Kia va présenter de son côté sept modèles électriques, qui devraient compter pour 20% de ses ventes mondiales.

TRUMP BANNI DE TWITTER

L'UE plaide pour un "contrôle démocratique"

Le commissaire européen, Thierry Breton, a exprimé sa "perplexité" lundi après la décision des plateformes de bannir le président américain Donald Trump des réseaux sociaux "sans contrôle légitime et démocratique", soulignant qu'elle justifiait les projets européens de régulation des géants du numérique.

"Qu'un PDG puisse débrancher le haut-parleur du président des Etats-Unis sans autre forme de contrôle et de contre-pouvoir fait plus qu'interpeller", juge le commissaire au Marché intérieur dans une tribune publiée par Le Figaro et le site américain Politico. Thierry Breton souligne que les plateformes "ne pourront désormais plus se dérober à (leur) responsabilité" sur leurs contenus.

"Tout comme le 11 Septembre a marqué un changement de paradigme pour les Etats-Unis, voire le monde, il y aura, s'agissant des plateformes numériques dans notre démocratie, un « avant et un après » le 8 janvier 2021", date à laquelle Twitter a suspendu de façon permanente le compte de Donald Trump, deux jours après les émeutes de ses partisans qui ont envahi le Capitole pendant plusieurs heures, a-t-il affirmé.

Le 7 janvier, Facebook et d'autres services comme Snapchat

ou Twitch ont aussi suspendu le profil du locataire de la Maison Blanche pour une durée indéterminée.

"Cette date restera comme la reconnaissance par les plateformes de leur responsabilité éditoriale et des contenus qu'elles véhiculent.

Une sorte de 11 Septembre de l'espace informationnel", poursuit-il.

"Cette réaction sans précédent des plateformes en réponse aux attaques du symbole de la démocratie américaine laisse cependant perplexe: pourquoi n'ont-elles pas réussi à bloquer plus tôt les « fake news » et les discours de haine qui ont conduit à l'attaque de mercredi dernier?", interroge Thierry Breton.

"Pertinente ou non, la décision de censurer un président en exercice peut-elle être décidée par une entreprise sans contrôle légitime et démocratique? Pour Thierry Breton, qui a présenté mi-décembre les projets européens de législation - le Règlement sur les services numériques (DSA en anglais) et le Règlement sur les marchés numériques (DMA) - pour tenter de mettre fin aux dérives des géants du numérique accusés d'abuser de leur pouvoir, "ces événements démontrent que nous ne pouvons plus rester les

bras croisés et nous fier à la seule bonne volonté des plateformes". "Nous devons fixer les règles du jeu et organiser l'espace informationnel avec des droits, obligations et garanties clairement définies", a-t-il dit. "L'Union européenne et la nouvelle Administration américaine auront intérêt à unir leurs forces, en alliés qu'elles sont du monde libre", a exhorté le commissaire.



Merkel juge "problématique" la suspension du compte Twitter de Trump

La chancelière allemande, Angela Merkel, juge "problématique" la fermeture des comptes du président sortant américain Donald Trump sur les réseaux sociaux dont Twitter, a indiqué lundi son porte-parole.

"Il est possible d'interférer dans la liberté d'expression, mais selon les limites définies par le législateur, et non par la décision d'une direction d'entreprise", a expliqué Steffen Seibert lors d'une conférence de presse, ajoutant: "C'est pourquoi la chancelière voit comme problématique que les comptes du président américain sur les réseaux sociaux soient fermés définitivement." Twitter a suspendu de façon permanente vendredi le compte de Donald Trump, deux jours après les émeutes de ses partisans qui ont envahi le Capitole pendant plusieurs heures. Facebook et d'autres services comme Snapchat ou Twitch ont aussi suspendu le profil du locataire de la Maison Blanche pour une durée indéterminée.

"La liberté d'expression est un droit fondamental d'importance élémentaire", a souligné le porte-parole du gouvernement allemand. Or, si les pla-

teformes "ont une très grande responsabilité" et "ne doivent pas rester sans agir" face à des contenus haineux ou violents, il devrait revenir au législateur de "définir un cadre dans lequel la communication sur les réseaux sociaux puisse se faire", a-t-il ajouté.

M. Seibert a approuvé les efforts des entreprises d'accompagner les messages de M. Trump d'annotations, notamment sur leur véracité, ajoutant que "les mensonges et incitations à la violence sont bien évidemment fondamentalement problématiques". L'annonce de Twitter a suscité des réactions politiques contrastées.

Le commissaire européen Thierry Breton avait exprimé lundi sa "perplexité" après une décision "sans contrôle légitime et démocratique" des réseaux sociaux. Le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire a de son côté estimé que "la régulation des géants du numérique ne peut pas se faire par l'oligarchie numérique elle-même". Aux Etats-Unis, l'éviction de Donald Trump des principaux réseaux a suscité l'indignation des proches du président républicain.

HANDBALL / MONDIAL-2021 (GROUPE F) Les adversaires de l'Algérie sous la loupe

La sélection algérienne de handball, de retour sur la scène internationale après six ans d'absence, évoluera au Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier) dans un groupe relevé où elle compte tirer son épingle du jeu face à deux pays européens, l'Islande et le Portugal, en plus du Maroc.

Le Sept algérien, qui vise une qualification au tour principal, entamera la phase de poules face au Maroc dans un derby maghrébin qui s'annonce "décisif", puisque la nouvelle formule du Championnat du monde, qui regroupe 32 pays, permettra aux trois premiers de chaque groupe de poursuivre l'aventure.

Face au Maroc, dont la dernière participation à un Mondial remonte à 2007, l'Algérie reste sur une victoire sur le plan continental (33-30), lors du Championnat d'Afrique-2020 en Tunisie, alors que la dernière confrontation algéro-marocaine

Historique des matches de l'Algérie devant ses adversaires du groupe F

La sélection algérienne de handball entamera jeudi au Caire sa 15^e participation au Mondial de la petite balle, face au Maroc dans un derby maghrébin "décisif" pour la qualification au 2^e tour de la compétition qu'abrite l'Egypte du 13 au 31 janvier.

Outre les deux pays maghrébins, le groupe F du Mondial égyptien comprend l'Islande et le Portugal qui semblent mieux placés pour décrocher leur billet au tour principal.

Le Sept algérien, qui retrouve cette compétition après avoir raté les deux dernières éditions (2017 et 2019), avait rencontré auparavant ses homologues marocain et islandais dans cette compétition mondiale, mais pas le Portugal qu'il affrontera pour la première fois au Caire.

Face au Maroc dont la dernière participation à un Mondial remonte à 2007, l'Algérie reste sur une victoire sur le plan continental (33-30), lors du Championnat d'Afrique-2020 en Tunisie.

Et comme "le hasard fait bien les choses", les camarades de Messaoud Berkous retrouvent les Marocains au Caire même, 22 ans après le match qui s'était terminé sur un score de parité (19-19) au Mondial-1999.

Le se cond adversaire des "Verts" sera la redoutable équipe islandaise, le 16 janvier.

Ce sera donc la 4^e confrontation algéro-islandaise.

L'Islande, coachée par Guomundur Guomundson et présente 20 fois au festin handballistique mondial, mène devant l'Algérie par 2-0 (34-25 en 2005 et 32-24 en 2015), alors que le troisième face-à-face s'était soldé par un nul (27-27) en 1997.

Enfin, le troisième match du 1^{er} tour face au Portugal (lundi 18 janvier) sera le premier entre les deux sélections.

Les Portugais, qui comptent trois participations au Mondial (1997, 2001 et 2003), retrouvent cette manifestation d'envergure après 18 ans d'absence.

Historique des matches de l'Algérie devant ses adversaires du groupe F:

MAROC : Mondial-1999 (Egypte) Algérie-Maroc 19-19

ISLANDE : Mondial-1997 (Japon) Algérie-Islande 27-27

Mondial-2005 (Tunisie) Islande-Algérie 34-25

Mondial-2015 (Qatar) Islande-Algérie 32-24

PORTUGAL : aucune confrontation.

au niveau international s'était terminée sur un score de parité (19-19) au Mondial-1999.

Le président de la Fédération royale marocaine de handball (FRMHB), Adli Hanafi, avait affirmé lors du tirage au sort du Mondial, en septembre dernier, que "l'Algérie a fait un retour en force sur la scène africaine, d'autant plus qu'elle a réussi à décrocher la troisième place du dernier Championnat d'Afrique des nations en Tunisie".

Pour préparer le rendez-vous égyptien, le Maroc a effectué un premier stage d'un mois à Ifrane, ponctué par deux victoires en amical face à la Guinée (24-22 puis 26-22), avant de poursuivre sa préparation en Turquie avec des matchs amicaux devant notamment la sélection locale (défaite 27-25).

Pour leur deuxième sortie, prévue le 16 janvier, les camarades de Messaoud Berkous défieront la redoutable équipe islandaise qui participera à son 21^e Mondial, sans son capitaine, Aron Palmarsson, blessé au genou lors de la finale de la Ligue des champions d'Europe, perdue par le FC Barcelone face aux Allemands de Kiel (33-28).

Le forfait de l'homme aux 113 sélections avec l'Islande risque de sacrément pénaliser l'équipe de Guomundur Guomundson, qui n'a plus atteint le Top-10 d'une compétition majeure depuis l'Euro-2014 (5^e place) au Danemark.



Dans le bilan des confrontations algéro-islandaises, les Nordiques mènent par 2-0 (34-25 en 2005 et 32-24 en 2015), alors que le troisième face-à-face s'était soldé par un nul (27-27) en 1997.

Le troisième match du 1^{er} tour, prévu le 18 janvier, mettra aux prises les Algériens aux Portugais, qui retrouvent le gratin mondial de la petite balle après 18 ans d'absence.

Les Portugais, qui comptent trois participations au Mondial (1997, 2001 et 2003), avaient créé la surprise lors du dernier Championnat d'Europe, organisé en 2020 conjointement par la Suède, l'Autriche et la Norvège, en atteignant les quarts de finale, bouclant le tournoi à la 6^e place au classement, soit mieux que des ténors tels que la Suède et le Danemark, tenant du titre mondial.

Lors du tirage au sort du Championnat

du monde-2021, le sélectionneur du Portugal, Paulo Pereira, n'avait pas tari d'éloges sur l'Algérie qu'"il faudra, dit-il, respecter".

"Nous savons que ce sera un Championnat du monde difficile mais nous savons aussi que nous devons respecter, en plus de nos adversaires, notre potentiel.

Nous maintiendrons notre ambition, une fois encore, de solidifier la progression que nous avons eue ces dernières années", avait-il ajouté.

A l'occasion de cette 27^e édition du Mondial de handball, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières sélections de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre poules de six.

Les deux premières équipes de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

Le ministre Khaldi encourage le Sept national à s'illustrer en Egypte

L'équipe nationale de handball a reçu dimanche à Alger, la visite du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, qui lui a transmis les encouragements de l'Etat et de son secteur, afin de s'illustrer lors du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier).

"Je suis honoré de vous rendre visite à la veille de votre départ en Egypte pour prendre part au Mondial-2021 de handball.

Je saisis cette occasion pour vous réitérer le soutien total de l'Etat et du ministère, et vous soutenir sur le plan moral et matériel, afin de vous illustrer durant cette compétition", a déclaré le ministre en s'adressant aux joueurs et au staff technique.

"Je souhaite plein succès à la sélection nationale, en relevant le défi pour aller loin dans ce rendez-vous mondial et lever haut l'étendard national.

Je suis persuadé que vous allez représenter dignement l'Algérie.

Nos espoirs sont placés en vous", a-t-il ajouté, en présentant à cette occasion toute son "estime" et sa "reconnais-



sance" à l'entraîneur national Alain Portes.

De son côté, la secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, Salima Souakri a indiqué : "Nous sommes venus aujourd'hui vous apporter tout le soutien et les encouragements de l'Etat. Nous souhaitons la réussite du handball algérien qui nous a toujours habitués aux résultats positifs. Notre secteur reste toujours au service du sport algérien.

Nous vous souhaitons une réussite totale au Mondial". Le président de la Fédération algérienne de handball, Habib Labane, a indiqué pour sa part que "le staff technique et les joueurs feront tout leur possible pour honorer dignement les couleurs nationales et la petite balle algérienne, surtout que nous étions absents de cette grandiose manifestation depuis quelques années". La sélection algé-

rienne ralliera par vol spécial, la capitale égyptienne, le Caire, mardi matin.

Au Mondial égyptien, le Sept algérien fait partie du groupe F en compagnie du Maroc, du Portugal et de l'Islande.

Les camarades de Messaoud Berkous entameront la compétition devant le Maroc (14 janvier) avant d'affronter l'Islande (16 janvier) et le Portugal (18 janvier).

HANDBALL/MONDIAL-2021/ALGÉRIE

Alain Portes : «Les joueurs veulent disputer un second tour»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de handball, le Français Alain Portes, a déclaré dimanche à Alger que "les joueurs veulent disputer le second tour" de la 27e édition du Championnat du monde masculin de handball, organisé du 13 au 31 janvier en Egypte.

"Je suis quelqu'un qui a de l'ambition et je vais essayer de transmettre cela à mes joueurs qui veulent disputer le second tour de ce rendez-vous mondial.

A 59 ans, je me prépare pour jouer mon 2e championnat du monde, ce qui est déjà motivant pour moi et pour la sélection algérienne.", a déclaré à la presse le technicien français, en marge de la visite du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, qui a transmis les encouragements de l'Etat à la sélection algérienne, dimanche à l'hôtel Olympic d'Alger.

Le technicien français est revenu sur la préparation des Verts tout au long de cette période, marquée par la pandémie de Covid-19 avec l'arrêt des compétitions nationales.

"On s'est préparés avec nos moyens dans un contexte difficile marqué par la pandémie de la Covid-19.

Nous avons organisé des stages en présence des joueurs locaux qui ont très bien travaillé.

On aurait aimé disputer plus de matches de préparation, mais cela ne nous a pas empêché à poursuivre notre programme de préparation.", a-t-il précisé.

Parlant des joueurs professionnels qui n'ont pas pu participer aux stages de la sélection algérienne, Alain Portes a indiqué qu'il était "l'entraîneur qui fait confiance à tous les joueurs



qui ont des défauts mais aussi des qualités.",

"Les joueurs professionnels ont tout fait pour bien s'intégrer et s'impliquer à notre méthode de travail. C'était difficile pour eux en Pologne.

On aura besoin de tous les joueurs.

Nous avons des joueurs d'expérience, mais pour moi les 20 joueurs sont importants.", a-t-il ajouté.

Le sélectionneur algérien a qualifié la première rencontre face au Maroc de "difficile par rapport à l'évolution de cette équipe qui a progressé depuis 2012.",

"Le Maroc a beaucoup progressé durant ces huit dernières années. On va essayer de les battre.

Je l'ai vu jouer l'année dernière, c'est une équipe qui a des qualités, mais elle a très peu joué comme nous.

C'est un match derby et

la motivation des joueurs fera la différence.", a dit Alain Portes.

Pour le Alain Portes, le Portugal est beaucoup plus supérieur tactiquement, contrairement à la sélection d'Islande qui est composée de joueurs très costaud physiquement.

"Nous avons besoin de s'affronter à ces équipes, mais on va essayer de les bousculer.

On aura des problèmes sur le plan physique face à cette équipe d'Islande.",

Lors de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre poules de six. Les deux premières nations de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale.

Je pense que les favoris sont la Croatie, le Dane-

mark et l'Espagne. La France intervient en deuxième position. L'Egypte est considérée comme l'outsiders avec une génération de jeunes joueurs qui peuvent faire la différence lors du premier match face au Chili.", a estimé Alain Portes. Avant de conclure : "Je suis fier d'entraîner la sélection algérienne et je suis très heureux d'être parmi vous.

Je pensais jamais revivre un mondial à cause de certaines personnes qui voulaient m'empêcher de pratiquer le handball, mais heureusement qu'ils n'ont pas atteint cet objectif.",

Le Sept national qui fait partie du groupe F, commencera l'aventure mondiale le 14 janvier avec ce derby Algérie-Maroc, suivi deux jours après (le 16 janvier) du match face à l'Islande, avant de boucler le premier tour le 18 face au Portugal.

La 27e édition du Mondial de handball (13-31 janvier) en Egypte en points

FORMULE: A l'occasion de cette 27e édition qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre poules de six.

Les deux meilleures sélections de chaque poule se qualifieront pour les quarts de finale.

Les équipes qui n'atteindront pas le tour principal disputeront la Coupe du Président pour le classement.

JOUEURS: Le Conseil de la Fédération internationale de handball (IHF) a décidé d'augmenter le nombre de joueurs autorisés par équipe au tournoi. En effet, chaque équipe aura droit à 20 joueurs au lieu de 18 sur la liste définitive, la norme étant toujours de 16 éléments sur la feuille de match. Les coûts des quatre joueurs supplémentaires par équipe seront pris en charge par l'IHF.

Cette mesure vise à permettre aux équipes de disposer d'un plus grand nombre de joueurs et par conséquent plus de remplaçants en cas de problème de santé. En plus de cela, cette nouvelle disposition a pour but d'éviter que les joueurs ne soient blessés en raison de la réduction des entraînements et des matchs due à la pandémie de Covid-19.

DEPISTAGE: Un médecin égyptien accompagnera chaque équipe dans le cadre des mesures de prévention contre le coronavirus. Une quarantaine est, en outre, obligatoire pour toutes les parties concernées par l'événement (joueurs, staffs, employés des hôtels, arbitres, médias...), avec un test de dépistage PCR toutes les 72 heures, soit quelque 20.000 prélèvements pendant le tournoi, selon les organisateurs.

Aussi, "quatre à cinq" chambres ont été réservées dans chaque hôtel pour l'isolement dans le cas où il est prouvé qu'une personne a été infectée par le virus.

PUBLIC: Les autorités égyptiennes ont finalement décidé de faire disputer le Championnat du monde à huis clos en raison de la pandémie de coronavirus.

Ce Mondial sera scruté par de nombreux observateurs du monde du sport car c'est la première compétition internationale d'envergure organisée depuis l'apparition du Covid-19.

Un taux de présence de 30% des spectateurs avait d'abord été autorisé. Il a ensuite été revu à la baisse, passant à 20% de la capacité d'accueil globale dans les quatre salles retenues, avant que les organisateurs ne décident finalement dimanche soir de décréter le huis clos.

RUSSIE: l'IHF a dévoilé les conditions auxquelles devra se plier l'équipe russe pour pouvoir participer au Championnat du monde, après la suspension de la Russie de toutes les compétitions internationales pour deux ans par le Tribunal arbitral du sport le 17 décembre pour dopage.

Opposés à la Corée du Sud, la Biélorussie et la Slovaquie dans le groupe H, les Russes devront se présenter sous le nom de "l'équipe de la Fédération russe de handball" (RHF). Leur drapeau sera celui de la RHF, sans texte, et leur tenue devra cacher toute référence à la Russie, ou les remplacer par le logo de leur fédération, sans texte. Le terme "Russes" devra être remplacé par "athlètes neutres".

ETATS-UNIS: l'IHF a désigné la sélection des Etats-Unis pour participer, en tant que représentant de la Confédération d'Amérique du Nord et des Caraïbes (NACHC) au 27e Championnat du monde.

Selon la Fédération internationale, la désignation de l'équipe américaine a été décidée par le Conseil de l'IHF "conformément à l'article 2.8 des règlements des compétitions de l'IHF", suite à la demande introduite en ce sens par le président de la NACHC, Mario Garcia de la Torre, en raison des difficultés à organiser le tournoi de qualification, initialement prévu du 2 au 9 novembre 2020, à cause du Covid-19.

L'équipe américaine occupait jusque-là le meilleur rang parmi les sélections qui devaient prendre part au tournoi de qualification, comme le Canada, le Groenland et Porto Rico. En Egypte, les USA évolueront dans le groupe E avec la Norvège, l'Autriche et la France.

Alain Portes dévoile la liste finale des 20 joueurs

Le sélectionneur français de l'équipe nationale de handball, Alain Portes, a dévoilé lundi la liste finale des 20 joueurs retenus pour prendre part au Championnat du monde-2021 en Egypte (13-31 janvier).

La liste a été arrêtée au terme de l'ultime stage effectué à Alger et ayant remplacé celui qui devait avoir lieu à Manama (Bahreïn), annulé pour des raisons organisationnelles.

Sept joueurs évoluant à l'étranger figurent sur la liste : trois au Qatar (Hicham Kaâbache, Noureddine Hellal, Mustapha Hadj Sadok), trois aussi en France (Hicham Daoud, Ayoub Abdi, Abdelkader Rahim) et un en Espagne (le gardien Khalifa Ghedbane).

Plusieurs éléments vont découvrir l'ambiance d'un Championnat du monde pour la première fois de leur carrière, à l'image du portier Yahia Zemmouchi, ou encore de l'arrière-droit Réda Arib, de l'ailier-droit Mokhtar Kouri et de l'ailier gauche Zohir Naim.

L'équipe nationale s'envolera mardi pour le Caire (8h30) à bord d'un vol spécial. Au Mondial, le Sept national évoluera dans le groupe F

en compagnie du Portugal, de l'Islande et du Maroc. Les coéquipiers d'Abderrahim Berriah entameront la compétition le 14 janvier avec le derby face au Maroc, suivi deux jours après (16 janvier) du match face à l'Islande, avant de boucler le premier tour le 18 du même mois face au Portugal. Lors de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois



en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre poules de six.

Voici par ailleurs la liste des 20 joueurs :

Gardiens : Abdallah Benmenni (GS Pétroliers), Khalifa Ghedbane (Ademar Leon/Espagne), Yahia Zemmouchi (Olympique Annaba)

Joueurs de champ : Ryad Chahbour, Réda Arib, Massaoud Berkous, Abderrahim Berriah, Alae Eddine Hadidi (GS Pétroliers), Redouane Saker, Zohir Naim (JSE Skikda), Okba Insaâd (CR Bordj Bou Arréridj), Mokhtar Kouri, Oussama Boudjenah (MC Saïda), Sofiane Bendjilal (JS Saoura), Hicham Kaâbache, Noureddine Hellal (Al-Ahly/Qatar), Mustapha Hadj Sadok (Al-Wakrah/Qatar), Hicham Daoud (Istres PH/France), Ayoub Abdi (Toulouse/France), Abdelkader Rahim (Dunkerque HGL/France).

COUPE D'ITALIE (8ES DE FINALE) Milan AC-Torino pour le coup d'envoi du tour

L'AC Milan, leader de la Serie A, retrouve de nouveau à San Siro, mardi Torino, pour lancer les huitièmes de finale de la Coupe d'Italie étalés jusqu'au 21 janvier, trois jours après leur face à face en championnat remporté par les Rossoneri (2-0).

La Coupe, dont le tenant du titre est Naples, va principalement se résumer pour les favoris à un sprint d'un mois (et quatre matches) afin de décrocher les deux billets pour la finale.

Ces huitièmes marquent en effet l'entrée en lice des huit premiers du dernier championnat, qui avaient été exemptés des 3e et 4e tours à l'automne.

Pour l'AC Milan, avec un quasi-sans faute en championnat, joue le Torino, redevenu relégable après sa défaite samedi à San Siro, le championnat semble toutefois davantage la priorité en ce début d'année.

Un match important contre un adversaire direct pour le maintien, La Spezia, attend notamment les Grenats samedi prochain.

Mercredi, ce sera l'entrée en lice de l'Inter Milan et de la Juventus avant leur duel en championnat dimanche soir en Lombardie.

Les Nerazzurri, qui ont connu un coup d'arrêt en championnat la semaine dernière avec un seul point en deux matches (défaite contre la Sampdoria, nul contre la Roma), ont besoin de retrouver un peu de confiance: ils se déplacent chez la Fiorentina avec la perspective, en cas de succès, d'un quart de finale 100% milanais contre les Rossoneri.

La Juve, finaliste la saison dernière, a sur le papier une tâche plus simple en accueillant le Genoa, mais Andrea Pirlo doit actuellement faire avec un effectif amoindri par les blessures et les cas de Covid-19.

Le tenant du titre napolitain débute la défense de son titre également mercredi, à domicile contre Empoli, l'une des deux équipes de Serie B ayant passé les tours de l'automne.

L'autre, la Spal, est attendue jeudi sur la pelouse de Sassuolo avec, pour le vainqueur, un possible quart de finale contre la Juve.

Les quarts-de-finale auront lieu le 27 janvier et les demi-finales (aller et retour) les 3 et 10 février.

Dans moins d'un mois seront donc connus les deux finalistes, qui se disputeront le trophée en fin de saison, le 19 mai.

Le programme des huitièmes de finale (en heures GMT):

Mardi 12 janvier
(19h45) AC Milan - Torino

Mercredi 13 janvier
(14h00) Fiorentina - Inter Milan
(16h45) Naples - Empoli
(19h45) Juventus Turin - Genoa

Jeudi 14 janvier
(16h30) Sassuolo - Spal
(20h15) Atalanta Bergame - Cagliari

Mardi 19 janvier
(20h15) AS Rome - Spezia

Jeudi 21 janvier
(20h15) Lazio Rome - Parme.

APS

LIGUE 1 FRANÇAISE Delort préfère rester à Montpellier cet hiver

L'attaquant international algérien de Montpellier HSC (Ligue 1 française de football), Andy Delort, a indiqué qu'il préférerait rester au club de l'Hérault cet hiver, "avec l'envie de finir Européen", au moment où il est convoité par l'Olympique de Marseille.

"J'ai des responsabilités, je marque des buts et je me sens bien dans cette équipe.

Ma première envie c'est de finir Européen avec Montpellier pour rendre tout ce qu'il m'a donné. C'est le club de ma région, je vais tout faire pour monter le club où il mérite d'être", a confié Andy Delort lors de son passage sur le plateau du "Vrai Mag", dimanche soir sur la chaîne Téléfoot.

Delort (29 ans), considéré comme l'un des tauliers de la formation montpelliéraine, s'est illustré de fort belle manière en marquant 8 buts et délivrant 6 passes décisives en 17 apparitions depuis le début de saison. "Si un autre challenge que Montpellier me fait rêver? Quand Laurent Nicollin (président de Montpellier, ndlr) est venu me chercher, j'étais à la cave à Toulouse où c'était très compliqué entre le club, moi et tout le monde.

Il est venu me chercher et a tout fait pour que je signe.

Et voilà, deux ans et demi plus tard je suis vice-capitaine quand Vito (Vitorino Hilton, ndlr) n'est pas là", a-t-il ajouté.

Interrogé récemment sur l'avenir de Delort, le président de Montpellier Laurent Nicol-



lin a écarté un départ de son buteur lors du mercato d'hiver, soulignant qu'il n'avait reçu aucune offre pour les services de l'attaquant algérien, arrivé dans l'Hérault en 2018. "A chaque période de transferts,

tout club sait que des joueurs peuvent partir. Pour le moment, je n'ai eu aucune proposition pour aucun joueur. Tout peut être regardé et étudié. Aujourd'hui, personne n'a de bon de sortie, mais tout le

monde peut sortir. Et connaissant mes joueurs, ils sont bien là. Après, un joueur peut être bien là un jour et ailleurs le lendemain, on ne se fait pas non plus d'illusion là-dessus", a-t-il déclaré sur RMC.

ALGÉRIE L'Académie de Sidi Bel-Abbès inaugurée le 1^{er} février

La nouvelle Académie de formation de la Fédération algérienne de football (FAF) à Sidi Bel-Abbès sera inaugurée le 1^{er} février prochain, en présence notamment des autorités officielles, a annoncé l'instance fédérale lundi.

La date a été arrêtée lors d'une réunion de travail présidée dimanche par le patron de la FAF Kheireddine Zetchi, autour de la nouvelle Académie de formation qu'abritera le Centre technique régional (CTR) de Sidi Bel-Abbès, précise la même

source. Cette réunion a porté sur les derniers préparatifs pour l'accueil des jeunes footballeurs qui seront avec leurs parents, prévu mardi et coïncidant avec la célébration de la fête de Yennayer 2971, et au cours de laquelle le président de la FAF a donné une série d'orientations et d'instructions afin d'assurer une bonne entame et un fonctionnement de qualité de cette deuxième structure, après celle de Khemis Miliana (Ain Defla) qui est opérationnelle depuis septembre 2019. Pour rappel, la

FAF a procédé à plusieurs travaux d'aménagement de cette infrastructure mise à sa disposition par le ministère de la Jeunesse et des Sports, qui accueillera deux promotions de jeunes footballeurs nés en 2006 et 2007, ainsi qu'une section de formation de gardiens de but. Deux autres projets d'Académies de la FAF sont au programme.

Si à Tlemcen, les travaux ont été entamés en mai 2019, à El-Tarf, ils n'ont pas encore débuté.

TOURNOI DE L'UNAF (U17) ALGÉRIE Le groupe au complet dès ce lundi

Les joueurs binationaux de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17) sont attendus lundi à Alger pour intégrer les rangs des "Verts", en vue du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF), prévu à Alger du 18 au 24 janvier et qualificatif à la CAN-2021, rapporte la Fédération algérienne (FAF) sur son site.

Le sélectionneur national, Mohamed Lacet, pourra ainsi travailler avec un groupe au

complet, trois jours après le début de l'ultime stage, vendredi au centre technique national de Sidi Moussa.

Ce regroupement, d'une durée de 17 jours, est scindé en deux phases: la première consiste en un stage précompétitif du 8 au 15 janvier puis d'une deuxième du 16 au 24, précise l'instance fédérale. Pour sa part, le staff technique et la Direction technique nationale ont ficelé le programme

complet de ce stage avec tous les "phasings" et le menu quotidien, souligne la FAF. Durant ce dernier stage, le staff technique devra visionner avec les joueurs les deux rencontres amicales Algérie - Sénégal, disputées en décembre dernier, "afin de revoir tous les aspects technico-tactiques et préparer comme il se doit les deux matchs qualificatifs face à la Libye (le 18 janvier) et la Tunisie (le 24 janvier)". La sélection

algérienne s'est inclinée à deux reprises en amical face au Sénégal: 1-0 puis 3-1, en matchs disputés au stade olympique du 5-Juillet. Le tournoi de l'UNAF, dont les rencontres se joueront au stade du 5-Juillet, se déroulera sous forme de mini-championnat avec la participation de trois sélections: Algérie, Tunisie et Libye. Le premier se qualifiera à la phase finale de la CAN-2021 au Maroc en mars prochain.

LIGUE 2 / JSM TIARET Deux stages au menu avant le début du championnat

La JSM Tiaret a programmé deux stages de préparation en prévision de la nouvelle édition du championnat de Ligue 2 de football, dont le coup d'envoi sera donné le 12 février prochain, a-t-on appris dimanche de l'entraîneur de cette formation.

Le premier regroupement débute cette semaine à Tiaret, alors que le second devrait avoir lieu à Oran ou Alger, "ce dernier étant consacré notamment aux matchs amicaux", a déclaré Abdellah Mecheri à l'APS. La JSMT retrouve le second palier

qu'elle a quitté à l'issue de l'exercice 2006-2007 malgré sa huitième place au classement de la Division nationale amateur interrompue la saison passée à la 24e journée à cause du Covid-19.

Le club a profité du changement du système pyramidal de la compétition pour accéder en Ligue 2, rappelle-t-on.

Suite à cette distinction, que le technicien oranais a qualifiée de "cadeau tombé du ciel", la direction de la formation des hauts plateaux de l'ouest a fixé le

maintien comme principal objectif, a encore souligné l'ancien coach du MC Oran et du MC Alger. "La direction nous a fixé le maintien comme premier objectif cette saison, surtout qu'ils seront quatre clubs à rétrograder de chacun des trois groupes, mais comme tout entraîneur ambitieux, je chercherai à faire mieux.

J'estime qu'on a monté un bon effectif qui nous incite à y croire", a encore dit Mecheri, qui avait rejoint la JSMT au milieu de la saison passée.

L'AS ROMA S'INTÉRESSE À ZEKI ÇELİK

Déjà courisé par plusieurs clubs l'été dernier, Zeki Çelik était finalement resté avec le LOSC. Malgré tout, l'international turc continue d'attiser les convoitises. D'après les informations de Sky Sports Italia, l'AS Roma, déjà intéressé l'été dernier, a pris contact avec Lille et l'agent du joueur pour faire part de son intérêt pour le latéral droit de 23 ans. Si cet intérêt demande encore à être confirmé par une offre officielle, le LOSC valoriserait son joueur, recruté deux millions à l'été 2018, à 15 millions d'euros.



BERNARDO SILVA LANCE ENFIN SA SAISON

Le Portugais Bernardo Silva a été, ce dimanche, l'auteur d'un superbe doublé face à Birmingham (3-0), qui a permis aux Citizens de filer en huitièmes de finale de la FA Cup.

Manchester City continue son chemin en FA Cup. Ce dimanche, le club a validé son ticket pour le prochain tour, en s'imposant face à Birmingham, pensionnaire de deuxième division. Menés par un grand Bernardo Silva, les hommes de Pep Guardiola ont su rapidement plier le match en menant 3-0 à la demi-heure de jeu. Le meneur de jeu portugais a inscrit ses deux premiers buts de la saison.

Une superbe demi-volée qui foudroie la lucarne du portier adverse, suivie d'un joli plat du pied qui vient conclure une belle action collective. Deux buts splendides, qui lancent enfin la saison de l'international portugais, particulièrement timide sur l'ensemble de l'année 2020. Cette saison, Bernardo Silva n'a disputé que 1 200 minutes toutes compétitions confondues, soit l'équivalent de 13 matchs sur les 26 effectués par son équipe.

BRAHIM DIAZ VISÉ PAR LE MILAN AC

Si pour Takefusa Kubo et d'autres joueurs prêts par le Real Madrid, cette première partie de saison a été compliquée, Brahim Diaz s'éclate à l'AC Milan.

Comme dirait l'autre, Brahim Diaz est comme un poisson dans l'eau. Le joueur prêt par le Real Madrid s'est rapidement adapté et a trouvé sa place au sein de l'AC Milan de Zlatan Ibrahimovic et de Théo Hernandez. Le club italien est leader de Serie A après 17 journées de championnat et l'Espagnol a un rôle. Ce week-end face au Torino, il a délivré une passe décisive et a obtenu un penalty lors du succès de son équipe (2-0). L'Espagnol est si convaincant que l'AC Milan veut le conserver au terme de son prêt pour l'acquérir définitivement selon les informations de Fabrizio Romano. Le Real Madrid ne verrait pas cette idée d'un mauvais œil, toujours d'après le journaliste italien, mais il en attendrait environ 25 millions d'euros. Le joueur avait été recruté pour 15 millions d'euros en janvier 2019.

LA JUVE PERD DYBALA SUR BLESSURE

La Juventus Turin a perdu sur blessure son meneur argentin Paulo Dybala et son milieu américain Weston McKennie, tous deux sortis dès la première période dimanche soir contre Sassuolo lors de la 17e journée de Serie A. Dybala a été soigné une première fois après un choc au niveau du genou gauche à la 37e minute. Puis il s'est de nouveau arrêté quelques minutes plus tard et a été remplacé par le Suédois Dejan Kulusevski (42e). McKennie, pour sa part, est resté moins de vingt minutes sur le terrain, remplacé par le Gallois Aaron Ramsey (19e), lui aussi visiblement blessé malgré un bon début de match. Ces deux sorties prématurées n'arrangent pas les affaires du champion en titre, qui est déjà privé de trois joueurs positifs au coronavirus (Alex Sandro, Juan Cuadrado, Matthijs De Ligt) alors que se profile dans une semaine un déplacement à San Siro contre l'Inter Milan.

Andrea Pirlo a eu une autre frayeur en fin de première période quand l'ailier Frédéric Chiesa a été victime d'un tacle très appuyé sur la cheville gauche de la part du milieu de Sassuolo Pedro Obiang. D'abord averti, Obiang a été exclu après intervention de la VAR (45+2e). Soigné pendant quelques minutes, l'international italien a pu reprendre sa place. La mi-temps a été sifflée sur le score de 0-0.



MKHITARYAN AURAIT PROLONGÉ

Brillant et décisif, le milieu offensif Henrikh Mkhitaryan (31 ans, 16 matchs et 8 buts en Serie A cette saison) régale son monde avec l'AS Roma. De retour à un excellent niveau, l'Arménien occupe une place centrale dans le onze giallorosso, et vient de prolonger son contrat d'une saison, soit jusqu'en juin 2022, d'après le média Sky Italia. L'officialisation ne devrait plus tarder. En tout cas, il s'agit d'une excellente nouvelle pour le club de la Louve, puisque l'ancien d'Arsenal a déjà marqué neuf fois et délivré autant de passes décisives en 21 matchs toutes compétitions confondues lors de cette saison 2020-2021.

Alli félicité par Mourinho

Titulaire face à Marine (5-0) dimanche en FA Cup, le milieu de terrain de Tottenham Dele Alli (24 ans, 11 apparitions et 2 buts toutes compétitions cette saison) a séduit son entraîneur José Mourinho. Habituellement très critique envers l'international anglais, le technicien portugais l'a félicité devant les médias. "J'ai beaucoup apprécié son match. Avec Gedson Fernandes, il a pris le jeu à son compte, il a dynamisé le jeu. Il a créé des occasions, a été omniprésent et a posé des soucis à l'adversaire sur les buts marqués. Je suis donc ravi. Il était présent même si ce n'est pas le type de match pour évaluer ses qualités. Mais je suis vraiment très satisfait sur le plan de son professionnalisme et de son attitude", a insisté le technicien portugais.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le président Tebboune quitte Alger à destination de l'Allemagne pour des soins complémentaires

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a quitté Alger dimanche à destination de l'Allemagne pour des soins complémentaires suite à des complications au pied après sa contamination au Coronavirus.

Le président Tebboune a été salué à son départ de la base aérienne de Boufarik (Blida) par le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le président du Conseil constitu-

tionnel, Kamel Fenniche, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, et le Directeur du cabinet de la présidence de la République, Noureddine Baghdad-Daïdj.

Le traitement de ces complications qui ne présentent pas un "caractère urgent", était déjà programmé avant le retour d'Allemagne du président Tebboune, le 29 décembre dernier. Toutefois, ses engagements n'avaient pas permis, entre-

Président Tebboune : "mon retour en Allemagne était programmé, j'espère que la période des soins sera très courte"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué dimanche que son retour en Allemagne "était programmé" pour poursuivre le protocole thérapeutique, exprimant le souhait que la période des soins soit "très courte".

Dans une déclaration avant son départ pour l'Allemagne à partir de la base aérienne de Boufarik (Blida) où il a été salué par les hauts responsables de l'Etat, le Président de la République a affirmé que ce retour "était programmé afin de poursuivre le protocole thérapeutique, décidé par les professeurs, et dont il ne reste pas beaucoup mais nécessaire", précisant

qu'une "petite intervention chirurgicale au niveau du pied n'est pas à écarter". Exprimant le souhait que la période des soins soit "très courte", le président Tebboune a assuré que "même en étant physiquement loin, je continuerai à suivre au quotidien les affaires du pays avec tous les responsables". L'Etat, "est debout par ses institutions", a-t-il souligné valorisant "la mobilisation" de l'ensemble des responsables, et précisément l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale pour ses efforts dans l'assistance aux citoyens et la préservation de la sérénité au niveau nation-

nal". Le Président Tebboune a également adressé ses remerciements aux "institutions élues", relevant "des aspects positifs et négatifs" pour ce qui est du Gouvernement. Pour rappel, le Président de la République a quitté Alger dimanche à destination de l'Allemagne pour des soins complémentaires suite à des complications au pied après sa contamination au Coronavirus. Le traitement de ces complications qui ne présentent pas un "caractère urgent", était déjà programmé avant le retour d'Allemagne du président Tebboune, le 29 décembre dernier. Toutefois, ses engagements n'avaient pas permis,

entre-temps, un tel déplacement, selon la présidence de la République. Le président Tebboune a été salué à son départ de la base aérienne de Boufarik par le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, et le Directeur du cabinet de la présidence de la République, Noureddine Baghdad-Daïdj.

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

M. Boukadoum entame une visite de travail en Afrique du Sud

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, entamera, à partir de lundi, une visite de travail de deux jours en Afrique du Sud, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE). Durant cette visite, M. Boukadoum "aura des rencontres avec son homologue sud-africain, Mme Naledi Pandor, et sera reçu en audience par les hautes autorités de ce pays ami, en vue de procéder à une évaluation approfondie de la coopération bilatérale dans les domaines politique, écono-

mique, commercial et culturel", précise la même source. Cette visite sera, en outre, l'occasion pour "un échange de vues et d'analyses dans le cadre de la tradition de concertation entre les deux pays sur les différentes questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique et dans le monde, de même qu'elle permettra de renforcer la coordination sur les questions importantes liées aux thématiques politiques et sécuritaires au sein des organisations régionales et internationales", ajoute le communiqué.

MDN

ANP

Le Général Serir Aomar installé dans ses fonctions de commandant de l'Ecole militaire polytechnique (MDN)

Le général-major Mohamed Kaidi, chef du département Emploi-préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé dimanche la cérémonie d'installation du général Serir Aomar dans les fonctions de Commandant de l'Ecole militaire polytechnique (première région militaire) en remplacement du Général Saal Mohamed, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Conformément au décret présidentiel daté du 07

janvier 2021, et au nom de Monsieur le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, le Général-Major Mohamed Kaidi, Chef du Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, a supervisé, aujourd'hui dimanche 10 janvier 2021, la cérémonie d'installation du Général Serir Aomar Commandant de l'Ecole Militaire Polytechnique en remplacement du Général Mohamed Saal".

JUSTICE

Affaire de montage automobile : poursuite de l'audition des accusés à la Cour d'Alger

Le procès des accusés dans l'affaire du montage automobile s'est poursuivi, dimanche à la Cour d'Alger, par l'audition de l'ancien ministre de l'Industrie, Mahdjoub Bedda, et nombre de cadres du même ministère, outre l'ancienne wali de Bouverdes, Yamina Zerhouni, poursuivie pour octroi d'indus privilégiés lors de conclusion de marchés, et conclusion de marchés contraires aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Interrogeant les accusés, le juge a demandé d'apporter des éclaircissements aux ambiguïtés et de déterminer les responsabilités dans l'affaire du montage automobile et l'octroi d'avantages à certains opérateurs, notamment Abdelhamid Achaïbou et Hassan Larbaoui. Autorisé à s'exprimer, Mahdjoub Bedda a dit avoir rencontré de

"grands problèmes" le jour où il a occupé le poste de ministre de l'Industrie, notamment au niveau de la commission de l'évaluation technique dont l'activité a été gelée suite au retrait de certains membres et le refus de travail exprimé par d'autres. L'accusé a indiqué avoir établi un rapport traçant "la stratégie de fabrication de voitures en Algérie selon des cahiers des charges propres au montage", relevant vouloir, à travers ce rapport "lutter contre les opérateurs qui raisonnaient comme des commerçants et non comme des industriels". Ce fut, a-t-il dit, "la première raison" ayant précipité son limogeage deux mois et demi après sa nomination au poste de ministre. Au sujet de sa signature de décisions techniques en l'absence d'un cahier des charges clair, l'accusé a expliqué cet acte par "la conjoncture urgente"

imposée par le traitement des dossiers dans un délai ne dépassant pas 30 jours. Niant toute relation avec les deux opérateurs, Ahmed Mazzouz et Mohamed Bairi, l'accusé Bedda a avancé que le préjudice causé aux différents opérateurs, y compris Rebrab et Achaïbou Abderrahmane, "remonte à l'époque de l'ancien ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, en état de fuite". D'autres anciens cadres du ministère de l'Industrie ont été auditionnés dans le cadre de ce procès en appel, à l'instar de Abdelkrim Mustapha, ex-directeur général du développement industriel et technologique et Amine Terra qui occupait le poste de chargé d'études et de synthèse (CES), lesquels ont rejeté en bloc les charges retenues à leur encontre. Auditionnée lors de la même audience, l'ancienne wali de

Bouverdes, Yamina Zerhouni a nié avoir octroyé une assiette foncière à l'opérateur Mohamed Bairi, indiquant que cet octroi a été décidé avant qu'elle ne soit nommée comme wali de wilaya. A noter que ce procès, programmé à la Cour d'Alger avec une composante spéciale, intervient après que la Cour suprême ait accepté le pourvoi en cassation introduit par la défense des accusés. Il s'agit, en effet, du 1^{er} dossier de corruption, traité en décembre 2019 par le Tribunal de Sidi M'hamed, et dans lequel sont poursuivis les deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, ainsi que les trois anciens ministres de l'Industrie, Youcef Youssi, Mahdjoub Bedda et Abdesselam Bouchouareb et le ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaalane.

Fin d'audition de l'ancien ministre Youcef Youssi

L'audition du reste des accusés dans les deux affaires de montage automobile et de financement occulte de la campagne électorale de l'ancien Président, Abdelaziz Bouteflika, candidat à la Présidence annulée d'avril 2019, s'est poursuivie, dimanche, à la Cour d'Alger, par l'audition des deux anciens ministres de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi et Mahdjoub Bedda, ainsi que d'anciens responsables. Les questions du juge de l'audience ont porté, lors du 2^e jour du procès programmé avec une composante spéciale et intervenant après que la Cour suprême a accepté le pourvoi en cassation introduit par la défense des accusés, sur l'octroi d'indus avantages à des opérateurs dans le domaine du montage automobile, notamment en ce qui a trait à l'homme d'affaires Mazzouz Ahmed, Hassane Larbaoui et au financement de la campagne électorale de l'ancien Président de la République. Lors de son audition, l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi, a nié les charges qui lui sont reprochées, notamment "octroi d'indus privilégiés, abus de confiance, conflits d'intérêts, corruption et dilapidation de deniers publics", précisant que c'est la commission technique spécialisée qui se charge des détails de l'examen des décisions de bénéficiaire de privilèges liés aux projets d'investissement, à l'instar des exonérations fiscales. Le dossier de l'investissement "demeure au niveau de la Commission, d'autant que je ne le consulte pas, car ma mission est de le signer uniquement, et ce après son examen par la Commission spécialisée", a-t-

il expliqué avant d'ajouter que "les décisions relatives au dossier des usines de montage automobile passaient par le Secrétaire général (SG) du ministère avant que je les signe". Pour l'accusé, les décisions techniques des usines de montage automobile "ont été octroyées en l'absence du partenaire étranger. Une condition contenue d'ailleurs dans le cahier des charges qui vise à organiser le domaine en toute transparence", a-t-il soutenu avant de rappeler que l'Etat "avait encouragé l'investissement dans le secteur du montage automobile en vue de réduire l'importation de véhicules". Répondant aux accusations de la juge notamment en ce qui concerne les motifs du choix d'une liste comprenant 40 concessionnaires automobiles et la non installation des deux commissions de recours prévues dans la loi de l'investissement, l'accusé a souligné que la décision permettant de bénéficier d'avantages était restée non valide que sur décision du Conseil national de l'investissement, ajoutant qu'il ignorait l'existence de ces deux commissions. M. Youssi a affirmé n'avoir accordé aucun indu avantage au projet du dossier d'investissement de l'homme d'affaires Mazzouz Ahmed ainsi que l'homme d'affaires Hassane Larbaoui, niant "toute relation entre le renouvellement de la décision de l'homme d'affaires Ahmed Mazzouz datée du 20 février 2019 relative au montage des véhicules, et le dépôt par ce dernier, le lendemain, d'un montant de 39 milliards de centimes dans le compte de financement de la campagne de l'ex président, Abdelaziz Bou-

teflika pour la Présidence annulée d'avril 2019". Lors de son audition, l'ancien président de la commission d'évaluation technique au ministère de l'Industrie et des mines, Mohammed Alouane a hésité à répondre à une question relative à la signature par l'ancien ministre de l'Industrie, Youssi d'une décision faisant bénéficier l'homme d'affaires Hassane Larbaoui d'avantages dans le cadre du montage des véhicules. «Il accomplissait la Omra à cette période», a-t-il dit, ce que Youssi a nié lors de l'audience, déclarant «n'avoir signé aucune décision». Dans sa plaidoirie, la défense a indiqué que l'ancienne ministre de l'Industrie, Djamilia Tamazirt, placée en détention provisoire pour des affaires de corruption, avait «dissimulé les documents liés au dossier du montage de véhicules lorsqu'elle était à la tête du ministère». La réouverture de ces dossiers et la programmation d'un troisième procès ont été décidées après que la Cour suprême a accepté le pourvoi en cassation déposé par les accusés. Suite à quoi, une audience a été fixée pour le jugement des affaires à la Cour d'Alger avec la désignation d'une composante judiciaire spéciale. Il s'agit du premier dossier de corruption traité par le Tribunal de Sidi M'hamed en décembre 2019 dans lequel sont poursuivis les deux anciens premiers ministres, Ouyahia et Sellal, les anciens ministres de l'Industrie Youcef Youssi, Bedda Mahdjoub et Bouchouareb Abdesslam, ainsi que l'ancien ministre des Transports, Abdelghani Zaalane.